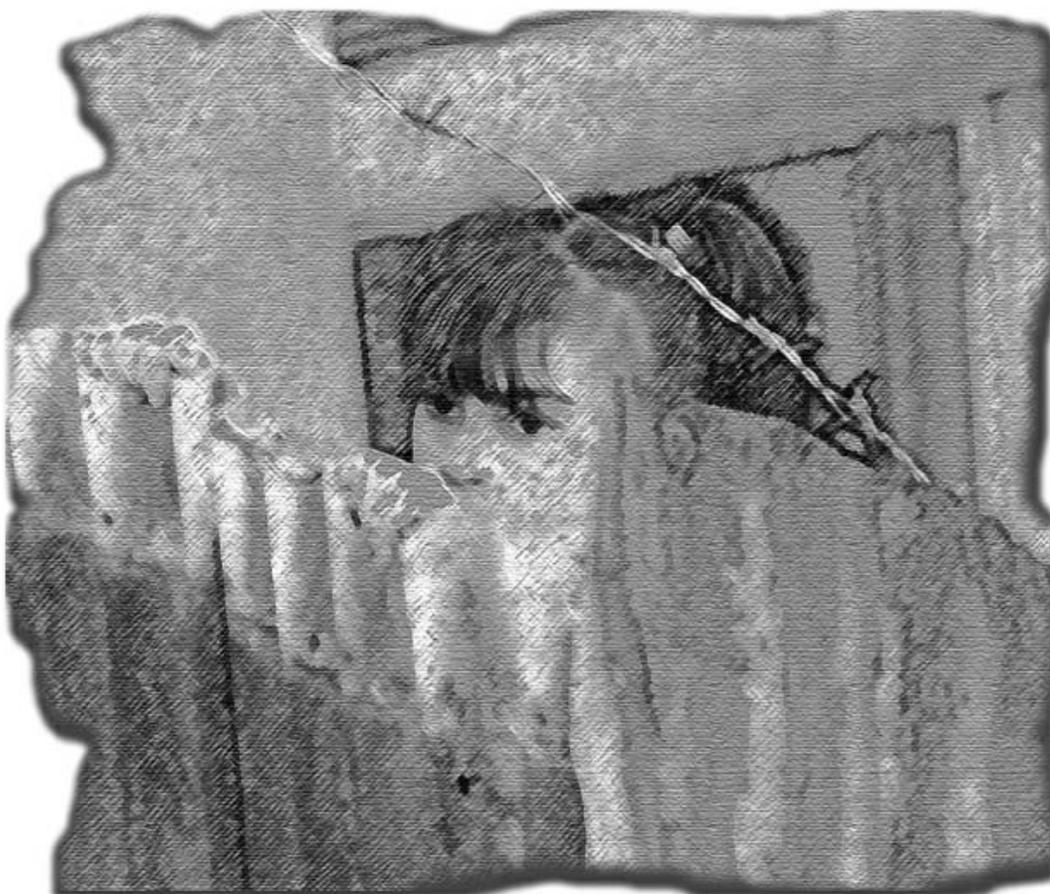


# dossiers mondiaux

---



## La lutte contre la traite des personnes

Dans notre monde du XXI<sup>e</sup> siècle, où la liberté et la démocratie gagnent du terrain sur tous les continents, le fait que des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants soient exploités, maltraités et asservis par des gens qui tirent profit de la détresse humaine est consternant et moralement inacceptable.

La traite des personnes affecte de nombreux pays, y compris le mien. On estime qu'entre 800 000 et 900 000 personnes sont ainsi exploitées chaque année, dont près de 20 000 qui entrent aux Etats-Unis. Le caractère transnational de ces activités criminelles signifie que les pays d'origine, de transit et de destination doivent s'associer pour les empêcher, protéger leurs victimes et poursuivre leurs auteurs en justice.

Recourant à la force, à la fraude et à la corruption, à la coercition et à d'autres moyens infâmes, les trafiquants font leur proie d'êtres impuissants, désespérés et vulnérables. Des fillettes tout juste âgées de cinq ans sont vendues comme prostituées et des garçons de onze ans sont enrôlés de force dans des milices, soit comme soldats soit comme main-d'œuvre pour les combattants.

Les Etats-Unis se tiennent prêts à aider les pays résolus à renforcer leurs moyens nationaux de lutte contre la traite des personnes. En conjuguant nos efforts, nous pouvons aider les victimes à échapper à la servitude et leur permettre de vivre dans la dignité et la liberté. En œuvrant de concert, nous pouvons épargner à des centaines de milliers de personnes les souffrances vécues par d'autres.

**Colin Powell, secrétaire d'Etat des Etats-Unis**

*Extrait de la déclaration qu'il a faite, le 11 juin 2003,  
lors de la publication du Rapport sur la traite des personnes en 2003.*

Dans le monde entier, diverses organisations s'associent aux gouvernements afin de lutter contre la traite des personnes, œuvrant de concert pour contrecarrer les milieux criminels qui cherchent à tirer profit de l'asservissement d'autrui. Que ce soit dans les tribunaux, dans les médias ou dans le cadre de campagnes locales ciblées, la police et les défenseurs des droits de l'homme trouvent des moyens de soustraire les victimes de ce trafic à l'asservissement, à l'exploitation sexuelle et au travail des enfants. Parallèlement, des organisations et des gouvernements mènent de vastes campagnes d'information pour empêcher que d'autres innocents ne deviennent la proie de cette forme d'esclavage du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans le présent numéro de « Dossiers mondiaux », nous mettons en lumière ce que font ces organismes pour aider les victimes à réaliser leur potentiel et mettre la dignité de l'individu à l'abri de l'horrible pratique de la traite des personnes.

La rédaction

# dossiers mondiaux

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis  
Volume 8, Numéro 2, Juin 2003

## sommaire

### La lutte contre la traite des personnes

#### □ DOSSIER

- Les initiatives des Etats-Unis contre la traite des personnes** .....6  
Le département d'Etat dirige un vaste programme visant à sauver les victimes et à juger les trafiquants, tant aux Etats-Unis qu'à l'étranger.  
*John Miller, directeur du Bureau de surveillance et de répression de la traite des personnes, département d'Etat des Etats-Unis*
- Les services sociaux des Etats-Unis face à la traite des personnes** ..... 11  
Diverses agences tentent d'offrir des services essentiels aux victimes.  
*Wade Horn, secrétaire adjoint à l'Enfance et à la Famille, ministère de la santé et des services sociaux des Etats-Unis*

#### □ ANALYSE

- Les Etats-Unis adressent un avertissement énergique aux trafiquants d'êtres humains** .....15  
Un tribunal fédéral condamne le propriétaire d'une usine de vêtements des Samoa américaines dans le procès le plus vaste jamais intenté dans une affaire de traite des personnes.  
*John Gittelsohn, correspondant en Asie et dans le Pacifique*
- Sauver les victimes, une à une** .....19  
L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses organismes affiliés entreprennent des projets dans le monde entier pour secourir les victimes de la traite des personnes.  
*Entretien avec Marco Gramigna, directeur du Service de lutte contre la traite des personnes, Organisation internationale pour les migrations*
- La libération des enfants pêcheurs du Ghana** .....23  
Témoignage d'une personne directement impliquée dans le sauvetage des enfants victimes de la traite en Afrique.  
*Dr Ernest Taylor, directeur du projet de l'OIM à Accra (Ghana)*

Une alliance européenne lutte contre la traite des personnes . . . . .	25
Les organes chargés de l'application des lois dans l'Europe du Sud-Est font preuve d'un niveau sans précédent de coopération transfrontalière au service de la lutte contre la traite des personnes. <i>Entretien avec le général Ferenc Banfi et M. Zan Jovanovski, Initiative de coopération de l'Europe du Sud-Est (SECI)</i>	
La prévention de la traite des femmes en Moldavie . . . . .	31
Une organisation non gouvernementale s'emploie à prévenir la traite des femmes et à protéger les victimes potentielles dans un pays qui est devenu l'une des plus grandes sources d'alimentation des réseaux de la prostitution en Europe. <i>Jana Costachi, directrice du Center for the Prevention of Trafficking in Women</i>	

## ❑ SOURCES D'INFORMATION

Les pays en développement prennent position contre la traite des personnes . . . . .	36
Résumé des mesures novatrices que prennent de nombreux pays en développement pour lutter contre ce trafic. <i>Extrait du Troisième Rapport annuel sur la traite des personnes, Département d'Etat des Etats-Unis</i>	
Traite des personnes ou trafic illicite de migrants . . . . .	40
Explication de la différence, sur le plan juridique, entre la traite des personnes et le trafic de migrants <i>The Protection Project, Ecole de hautes études internationales de l'université Johns Hopkins</i>	
Bibliographie (en anglais) . . . . .	42
Livres, documents et articles portant sur la traite des personnes.	
Sites Internet (en anglais) . . . . .	45
Liste de sites pouvant offrir de plus amples informations sur la traite des personnes.	

## dossiers mondiaux

Revue électronique du département d'Etat des Etats-Unis  
ejglobal@pd.state.gov

Directrice de la publication . . . . .	Judith Siegel
Directeur de la rédaction . . . . .	William Peters
Rédactrice en chef . . . . .	Charlene Porter
Rédacteur en chef adjoint . . . . .	Jim Fuller
Version Internet . . . . .	Tim Brown
. . . . .	Christian Larson
Rédacteurs. . . . .	Jenifer Bochner
. . . . .	Ellen Toomey
. . . . .	Jane Morse
Documentation. . . . .	Lynne Scheib
. . . . .	Joan Taylor
Conception graphique. . . . .	Chloe Ellis
Assistante graphique . . . . .	Sylvia Scott
Traduction . . . . .	Service linguistique IIP/G/AF
Maquette française . . . . .	Africa Regional Services, Paris
Conseil de rédaction . . . . .	Jim Bullock
. . . . .	George Clack
. . . . .	Judith Siegel

Le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat des Etats-Unis offre des produits et des services qui visent à expliquer la politique des Etats-Unis à des auditoires étrangers. Le Bureau publie cinq revues électroniques qui examinent les principales questions intéressant les Etats-Unis et la communauté internationale. Dans cinq numéros distincts – *Perspectives économiques, Dossiers mondiaux, Démocratie et droits de l'homme, Les Objectifs de politique étrangère des Etats-Unis et La Société américaine* – ces revues présentent des déclarations sur la politique des Etats-Unis, des articles de fond, des analyses, des commentaires et des renseignements de base sur un thème donné.

Toutes les revues sont publiées en anglais, en français, en portugais et en espagnol, certaines d'entre elles sont également traduites en arabe et en russe. Une nouvelle revue en anglais est publiée toutes les trois à six semaines. La parution des versions traduites suit normalement de deux à quatre semaines celle de la version en anglais.

Les opinions exprimées dans les revues ne représentent pas nécessairement le point de vue ou la politique du gouvernement des Etats-Unis. Le département d'Etat des Etats-Unis n'est nullement responsable du contenu ou de l'accessibilité des sites internet indiqués en hyperlien, seuls les éditeurs de ces sites ont cette responsabilité. Les articles publiés dans ces revues peuvent être librement reproduits en dehors des Etats-Unis, sauf indication contraire ou sauf mention de droit d'auteur. Les photos protégées par un droit d'auteur ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation de la source indiquée.

Les numéros les plus récents, les archives ainsi que la liste des journaux à paraître, sont disponibles sur internet à la page d'accueil du Bureau des programmes d'information internationale, à l'adresse suivante:  
<http://usinfo.state.gov/journals/journals.htm#fr>

Veuillez adresser toute correspondance au siège de l'ambassade des Etats-Unis de votre pays ou bien à la rédaction:  
Editor, Global Issues & Communications  
Office of International Information Programs  
IIP/T/CIC  
U.S. Department of State  
301 4th Street, SW  
Washington, D.C. 20547  
United States of America.  
Courrier électronique : [ejglobal@pd.state.gov](mailto:ejglobal@pd.state.gov)

# DOSSIER

## Les initiatives des Etats-Unis contre la traite des personnes

John Miller

Directeur du Bureau de surveillance et de répression de la traite des personnes  
Département d'Etat des Etats-Unis

Le département d'Etat des Etats-Unis dirige un vaste programme visant à sauver les victimes de la traite des personnes et à poursuivre en justice, aux Etats-Unis comme à l'étranger, ceux qui se livrent à ce trafic.

Cette forme moderne d'esclavage est l'une des plus graves violations des droits de l'homme de notre temps. Les Etats-Unis sont profondément convaincus de la nécessité de lutter contre ce crime transnational et d'en punir les auteurs. Les mesures prises par un nombre croissant de pays montrent qu'ils partagent cette détermination.

L'élément clé de l'arsenal du gouvernement américain contre cette forme d'esclavage est la Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes, promulguée en octobre 2000. Les autorités américaines ont par là reconnu qu'aux Etats-Unis comme à l'étranger, la législation existante ne décourageait pas ces activités ou n'était pas assez sévère contre les trafiquants. Ladite loi exige que les instances fédérales répriment la traite des personnes sur le plan intérieur et coopèrent avec les autres pays pour la juguler sur le plan international. Le 16 décembre 2002, le président George W. Bush a soutenu les objectifs de la Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes en signant le Décret présidentiel 22 relatif à la sécurité nationale dans lequel il ordonne aux services administratifs fédéraux d'«intensifier leurs efforts et moyens collectifs ainsi que leur coordination pour soutenir la lutte contre la traite des personnes».

La Loi sur la protection des victimes déclare notamment que la traite des personnes est un crime et demande au gouvernement américain de poursuivre en justice et de punir ses auteurs, de protéger et de réinsérer ses victimes dans la société et de prévenir ce genre d'activité criminelle. La politique et les programmes américains dans ce domaine sont supervisés par le Groupe de travail interministériel chargé de surveiller et de combattre la traite des personnes, qui est présidé par le secrétaire d'Etat et mis en application par un groupe de hauts fonctionnaires fédéraux. Les deux groupes précités veillent à ce que les services administratifs intéressés s'attaquent à tous les aspects de la lutte contre le trafic d'êtres humains.

### **Initiatives contre la traite des personnes aux Etats-Unis**

C'est au ministère de la justice, au ministère de la santé et des services sociaux et au nouveau ministère de la sécurité intérieure qu'incombe la principale responsabilité de lutter contre les trafiquants à l'intérieur des Etats-Unis et d'aider leurs victimes. Les avocats du ministère de la justice, sous la direction de la Section criminelle de la Division des droits civiques de ce ministère, intentent des procès aux trafiquants et forment du personnel spécialisé dans l'application de la nouvelle loi sur la protection des victimes. Des centaines de victimes des pires formes de travail forcé et d'exploitation du sexe à des fins commerciales ont pu être soustraites aux trafiquants, et ces derniers ont été poursuivis en justice et condamnés grâce à l'intervention du ministère de la justice.

Avant même la promulgation de la loi, le vice-ministre de la justice chargé des droits civiques et le juriconsulte du ministère du travail avaient été habilités à établir et à co-présider le Groupe de travail sur la traite des personnes et l'exploitation des travailleurs qui supervisait la poursuite des trafiquants en vertu des textes législatifs et réglementaires existants sur la servitude, l'exploitation des personnes ainsi que de la législation du travail. La Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes a amendé ces textes pour renforcer l'efficacité des poursuites judiciaires et augmenter la sévérité des peines maximum prononcées contre les trafiquants. Le Groupe de travail a en outre mis en place un service téléphonique national multilingue qui permet de recevoir les plaintes des victimes.

Le ministère de la santé et des services sociaux a pour responsabilité d'attester qu'une personne est victime de la traite d'êtres humains et qu'elle a par conséquent droit à un logement temporaire, à une assistance juridique, à la possibilité de s'instruire, à des conseils psychologiques, au placement dans une famille d'accueil et autres avantages. Ces programmes d'assistance sont mis en œuvre par les Etats et par des dizaines d'organisations non gouvernementales (ONG), avec le concours du ministère de la santé et des services sociaux. Il arrive parfois qu'une personne soit reconnue par la police comme étant une victime éventuelle de la traite des personnes avant d'avoir été « certifiée » comme telle par le ministère de la santé. Pour venir au secours de ces personnes et obtenir leur aide dans les poursuites judiciaires contre les trafiquants, le ministère de la justice accorde à des ONG des crédits leur permettant de fournir une aide semblable à ces victimes dans l'attente d'une attestation officielle.

De nombreuses victimes identifiées aux Etats-Unis y sont entrées sans visa ou, si elles en possédaient un, sont jugées en situation irrégulière dans le cadre des lois sur l'immigration, notamment en raison d'activités illicites. Avant la promulgation de la Loi relative à la traite des personnes, ces victimes étaient souvent passibles de déportation. Ce point de vue dépassé est encore appliqué à l'heure actuelle par de nombreux pays.

La Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes rejette cette approche. Au lieu de traiter les victimes comme des immigrants illégaux passibles de déportation, la nouvelle loi leur donne la possibilité d'obtenir un visa « T », spécialement conçu à leur intention. Elles sont alors tenues de coopérer à l'enquête ou à la poursuite en justice des trafiquants et, dans les cas où la déportation risque de causer de graves préjudices, elles peuvent obtenir un permis de séjour permanent aux Etats-Unis. Elles ont droit au respect de leur vie privée, à une protection physique et à d'autres formes d'assistance pendant que leur cas fait l'objet d'une enquête et d'un procès.

Si chaque organe gouvernemental forme du personnel spécialisé dans l'application de la Loi sur la protection des victimes et dans la fourniture des services qu'elle prévoit, la majeure partie des soins médicaux directs et de la protection psychologique, juridique et physique fournis aux victimes est assurée par des ONG, parfois avec une aide financière du gouverne-

ment. De tels soins et une telle attention de la part des ONG sont particulièrement utiles du fait que maintes victimes se méfient de la police et des autres services publics, surtout si elles sont aux Etats-Unis en situation illégale. Les ONG sont éminemment efficaces pour renforcer l'idée que ces personnes doivent être traitées non pas comme des criminels, mais comme des victimes.

### **Mesures prises à l'étranger contre la traite des personnes**

La Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes enjoint également le gouvernement de coopérer avec d'autres pays pour protéger et aider les victimes et combattre et poursuivre les trafiquants. Le département d'Etat, le ministère du travail et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) collaborent tous avec des gouvernements, des organisations internationales et des ONG étrangères afin de soustraire les victimes aux trafiquants, de punir ces derniers et de prévenir la traite des personnes en sensibilisant les victimes en puissance et en les aidant à acquérir des qualifications susceptibles de leur permettre de subvenir à leurs besoins. De nombreuses ONG ont une grande expérience de l'aide aux réfugiés, aux victimes de conflits et aux hommes, femmes et enfants exploités. Certaines d'entre elles sont affiliées à des groupes religieux, d'autres pas. Toutes poursuivent le même objectif qui consiste à protéger les victimes et à leur fournir des services.

Le ministère du travail lutte contre la traite des personnes à l'étranger avec ses propres programmes et par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et religieuses. Au plan international, ce ministère participe à la campagne actuellement menée dans 28 pays par l'Organisation internationale du travail (OIT) en faveur de l'élimination du travail des enfants. Ces programmes soustraient les enfants au trafic et à l'exploitation, assurent leur réinsertion dans la société, et leur donnent des possibilités d'instruction et des conseils en matière de prévention.

Le ministère du travail s'attaque aussi activement au problème des enfants soldats. En mai dernier, il a fait part de son intention de financer une initiative internationale de 13 millions de dollars pour aider à libérer les enfants soldats, puis leur offrir une éducation et les réinsérer dans la société. En plus de son action en faveur de l'élimination du travail des enfants, son

programme international de coopération technique jugule la traite des personnes en s'attaquant aux sources de la pauvreté, c'est-à-dire le chômage, le manque de moyens de formation professionnelle et l'absence de filet de sécurité sur le plan social.

L'USAID applique ses programmes contre la traite des personnes dans plus de trente pays par l'intermédiaire de ses missions à l'étranger, en coopération avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les pays hôtes. L'USAID appuie la lutte contre la traite des personnes par le truchement de campagnes publiques d'information et d'éducation. Ses programmes accordent une aide économique et des possibilités de formation professionnelle aux victimes réelles ou en puissance et à leurs familles, aident ces dernières et soutiennent les réformes législatives visant à garantir les poursuites judiciaires des trafiquants. Les programmes de développement de l'USAID en cours à travers le monde renforcent la lutte contre la traite des personnes en créant des conditions qui atténuent la vulnérabilité des femmes et des enfants dans ce domaine, notamment grâce à la réduction de la pauvreté, à la scolarisation des filles et à la promotion de l'Etat de droit.

La Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes a également autorisé l'établissement, au sein du département d'Etat, du Bureau de surveillance et de répression de la traite des personnes. Comme l'USAID et le ministère du travail, le département d'Etat, principalement par l'intermédiaire de ce bureau et des ambassades des Etats-Unis à l'étranger, aide les organisations internationales et non gouvernementales à appliquer les programmes visant à prévenir la traite des personnes, à poursuivre les trafiquants en justice et à protéger leurs victimes. Ces programmes ont pour but d'améliorer les lois sur le trafic d'êtres humains, à familiariser les avocats généraux et la police avec les besoins particuliers des victimes de ce trafic et à mettre sur pied des dispositifs et services de protection à l'intention de celles-ci. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection des victimes, le gouvernement des Etats-Unis a investi à l'étranger plus de 100 millions de dollars dans des programmes de lutte contre ce fléau. En outre, le département d'Etat a la responsabilité principale des démarches diplomatiques auprès des autres pays pour les aider à prendre conscience de ce crime, les encourager à coopérer à la lutte contre ce trafic et à prendre pleinement conscience de l'importance que revêt cette question pour les Etats-Unis.

Le Bureau spécialisé du département d'Etat a aussi pour responsabilité de publier le Rapport annuel sur la traite des personnes. Ce document constitue une évaluation officielle des moyens mis en œuvre par les autres gouvernements pour lutter contre la traite des personnes. Le troisième de ces rapports a été rendu public le 11 juin 2003 et peut-être consulté (en anglais) sur le site Internet suivant : [www.state.gov/tip](http://www.state.gov/tip). Il énumère notamment les mesures novatrices mises au point par divers pays et organisations, dont certaines ne sont pas coûteuses. L'une d'elles consiste, s'il y a lieu, à lier le rapport d'appréciation du comportement professionnel d'un fonctionnaire de police aux efforts qu'il déploie pour arrêter les trafiquants d'êtres humains et enquêter sur leurs activités. Les hôtels qui participent à un programme visant à décourager la prostitution des enfants reçoivent une étoile supplémentaire dans leur classement. Des comités locaux de vigilance utilisent des chefs locaux et des femmes respectées dans leur communauté pour légitimer l'importance de l'application des peines prononcées contre les trafiquants.

La principale particularité de ce rapport annuel est le classement des pays dans l'une de trois catégories. Ce classement correspond au niveau des efforts qu'ils déploient pour satisfaire aux normes minimales établies par la Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes. Les gouvernements classés dans la première catégorie satisfont pleinement à ces normes tandis que ceux de la troisième catégorie ne font pas d'efforts dans ce sens. Pour la première fois cette année, la loi exige que les pays de la troisième catégorie fassent l'objet d'éventuelles sanctions telles que la suppression de toute aide ne relevant pas des domaines humanitaire et commercial. Les trois rapports annuels publiés à ce jour montrent que la vaste majorité des gouvernements qui se heurtent à un grave problème de traite des personnes s'emploient énergiquement à le résoudre, mais aussi que tous pourraient et devraient faire davantage dans ce domaine. (Une description complète des meilleures pratiques utilisées figure sous la rubrique intitulée « Sources d'information » de cette revue.)

En coopération avec d'autres organes fédéraux, le département d'Etat soutient fermement l'établissement de normes internationales de coopération contre ce crime transnational et contre les violations des droits de l'homme. Ces efforts comprennent la négociation d'un Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier celle des femmes et des enfants, en complément de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Les Etats-Unis ont signé ce Protocole mais ne l'ont pas encore ratifié. Le département d'Etat a également dirigé la négociation d'autres instruments internationaux liés à cette question, y compris une Convention de l'Organisation internationale du travail (ILO) contre les pires formes de travail des enfants ainsi que deux protocoles additionnels à la Convention sur les droits de l'enfant – l'une contre les enfants soldats et l'autre contre la vente des enfants et leur exploitation par la prostitution et la pornographie. Les Etats-Unis ont ratifié ces trois derniers instruments.

En plus de diriger les démarches diplomatiques à l'étranger, de soutenir les programmes de lutte contre la traite des personnes et de publier le Rapport annuel précité, le Bureau spécialisé du département d'Etat dans la surveillance et la répression de la traite des personnes s'emploie à sensibiliser l'opinion à ce problème. En collaboration avec une coalition d'ONG, il a organisé, en février 2003, une conférence internationale ayant pour thème « Les Stratégies qui facilitent la lutte internationale contre l'exploitation sexuelle ». Des gens qui luttent quotidiennement contre ce problème sont venus du monde entier par centaines pour y participer. Ils étaient porteurs de toute une série de recommandations en faveur de la lutte contre ce trafic. Certaines de ces recommandations sont décrites ci-après :

- Adopter des lois nationales détaillées qui prévoient la poursuite des trafiquants et la protection de la sécurité et de la vie privée des victimes, leur représentation adéquate devant les tribunaux, leur accès à des soins médicaux, une aide sociale, le versement de dommages-intérêts et le droit de demander et de recevoir un permis de séjour.
- Améliorer la coopération et la planification entre les gouvernements et les ONG grâce à des contacts étroits et à des réunions régulières.

- Etablir des points de contact dans les pays d'origine, de transit et de destination pour permettre à chaque pays de savoir qui contacter en cas d'urgence.
- Utiliser les lois existantes ainsi que la législation contre le trafic d'êtres humains pour poursuivre les trafiquants et leurs clients.
- Affecter aux services de lutte contre la traite des personnes et à des lignes téléphoniques ouvertes en permanence du personnel féminin ayant reçu une formation spécialisée.
- Former les jeunes gens en matière de comportement à l'égard des femmes. Cette formation devrait être assurée par des pairs se basant sur leur expérience personnelle et comprendre la participation d'anciennes victimes, chaque fois qu'une telle participation sera jugée possible et appropriée.
- Permettre la libre expression religieuse. Toutes les confessions devraient être autorisées à fournir des services aux victimes, indépendamment des antécédents religieux de ces dernières.

Ces objectifs et ces idées émanent d'avocats, de législateurs, de juristes, de journalistes, d'assistants sociaux, de médecins et de survivants de la traite des personnes. Ils illustrent les efforts que les particuliers, les gouvernements et les organisations internationales déploient dans leur lutte constante contre la traite des êtres humains.

Il s'agit d'un combat difficile, même pour un pays possédant les ressources des Etats-Unis, mais nous sommes fermement résolus à lutter contre cette forme moderne d'esclavage et nous continuerons à collaborer avec les autres pays dans le cadre de cette campagne.

# Les services sociaux des Etats-Unis face à la traite des personnes

Wade Horn

Secrétaire adjoint à l'Enfance et à la Famille  
Ministère de la santé et des services sociaux des Etats-Unis

Divers organismes des Etats-Unis s'emploient à établir un filet de sécurité pour les victimes de la traite des personnes.

En 1998, l'ouragan Mitch, l'une des tempêtes de l'Atlantique les plus dévastatrices de mémoire d'homme, s'est abattu sur le Honduras, semant la mort et la destruction sur son passage, et infligeant d'énormes pertes à l'économie du pays. Les difficultés économiques qui en ont résulté ont accru la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles et les ont laissées plus disposées à croire les promesses des trafiquants d'êtres humains qui, exploitant le désespoir de leurs futures victimes, leur faisaient miroiter des possibilités d'emploi et d'éducation aux Etats-Unis. Remises aux mains de proxénètes, ces Honduriennes se sont retrouvées en captivité, victimes de sévices et de viols. Faisant usage de menaces, d'intimidation et de violence, les trafiquants ont forcé leurs victimes à se prostituer.

Nous ne savons pas exactement combien de personnes sont amenées aux Etats-Unis sous de fallacieux prétextes pour se retrouver forcées à travailler sans rémunération ou livrées à l'exploitation sexuelle. Les estimations officielles des Etats-Unis situent leur nombre entre 18.000 et 20 000 par an. Quel que soit le chiffre exact, nous sommes résolus à mettre un terme à ces pratiques abominables sur notre territoire. A cette fin, le président George W. Bush a publié un décret présidentiel sur la sécurité nationale ayant pour objet d'assurer la coordination des efforts déployés par le gouvernement des Etats-Unis en vue de l'éradication de la traite des êtres humains. Le décret précise en outre que la prostitution et les activités qui s'y rapportent sont intrinsèquement néfastes et dégradantes, et qu'elles contribuent au phénomène de la traite des êtres humains.

La Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes (Loi de protection des victimes) a confié plusieurs responsabilités importantes en la matière au ministère de la santé et des services sociaux des Etats-Unis. Nous avons notamment été chargés

de faire œuvre de sensibilisation auprès du public et de faire connaître les services offerts aux victimes. Nous certifions leur statut officiel de victime pour leur permettre de bénéficier de divers programmes fédéraux ; nous accordons des subventions à des organisations non gouvernementales qui leur viennent en aide et nous fournissons tous les ans un rapport au Congrès sur l'ampleur du problème aux Etats-Unis.

Nous nous acquittons de la mission qui nous a été confié, sous la direction du ministre de la santé Tommy Thompson, comme il est exposé ci-dessous.

### **Sensibilisation du public**

A l'heure actuelle, les victimes de la traite des personnes sont confinées pour la plupart dans une zone d'ombre, de même que ceux qui les exploitent. Le ministère de la santé et des services sociaux est sur le point de lancer une campagne de sensibilisation du public qui vise à exposer ce trafic au grand jour en encourageant l'identification tant des victimes que des trafiquants. Nous entendons instaurer des conditions dans lesquelles les victimes seront disposées à se faire connaître parce qu'elles savent qu'elles seront protégées et qu'elles pourront bénéficier de programmes conçus pour leur venir en aide. Chose tout aussi importante, nous espérons atteindre ceux qui sont appelés à entrer en contact avec les victimes de la traite des personnes et obtenir leur aide pour les libérer et punir les trafiquants. Nous œuvrons à ces fins en étroite coopération avec le ministère de la justice.

La campagne de sensibilisation du public appliquera une stratégie soigneusement conçue faisant appel à des médias divers en anglais et en langues étrangères et à des moyens de diffusion novateurs pour atteindre les victimes et ceux qui sont susceptibles de les rencontrer. Les principaux messages qu'elle visera à faire passer seront les suivants :

- la traite des êtres humains est un crime ;
- les victimes de la traite ne sont pas des criminels et ont besoin d'aide ;
- cette aide est disponible ;
- comment reconnaître une victime de la traite des êtres humains ;
- que faire si vous êtes une victime ou si vous en connaissez une.

Nous prévoyons de lancer la campagne au début 2004. Le ministère de la santé et des services sociaux établira simultanément une ligne téléphonique d'assistance et d'information gratuite. Ouverte en permanence, elle permettra d'indiquer aux gens où trouver des informations détaillées et de les renvoyer à des organisations locales en mesure de les aider.

### **Attestation du statut officiel des victimes**

La Loi sur la traite des personnes a prévu une procédure d'attestation qui permet aux victimes de prétendre aux avantages de divers programmes financés par le gouvernement fédéral. Avant l'adoption de la loi, les victimes étaient souvent en situation irrégulière aux Etats-Unis et ne pouvaient donc généralement pas bénéficier de l'aide ou des services publics. La Loi sur la protection des victimes autorise le ministère de la santé à délivrer aux victimes un certificat qui leur donne droit aux mêmes avantages et services que ceux dont disposent les réfugiés, leur ouvrant ainsi l'accès aux programmes d'aide des Etats et du gouvernement fédéral.

Depuis l'adoption de la loi en octobre 2000, ce certificat du ministère de la santé et des services sociaux a été accordé à près de 400 victimes de la traite des êtres humains. Les conditions à remplir à cette fin sont les suivantes :

- Il doit être établi que les personnes sont victimes d'une forme grave de traite des personnes (1).
- Les victimes adultes doivent soit avoir obtenu une autorisation de « maintien de séjour » du ministre de la justice, ce séjour leur permettant de contribuer aux poursuites engagées contre les trafiquants, soit avoir déposé de bonne foi une demande de visa de catégorie T auprès du ministère de la sécurité intérieure.
- Les victimes adultes doivent consentir à apporter toute l'aide possible aux enquêtes et aux poursuites judiciaires visant les trafiquants.

Une fois ces conditions remplies, le ministère de la santé et des services sociaux délivre aux victimes un certificat et se met en rapport avec les organismes d'aide aux réfugiés et d'autres organismes pour assurer la prise en charge coordonnée des victimes. Les avantages dont elles peuvent bénéficier comprennent une

aide temporaire aux familles nécessiteuses, une assistance médicale, des coupons alimentaires et des allocations de complément de revenus. Les victimes qui n'ont pas droit à l'aide temporaire ni à l'assistance médicale fédérale peuvent bénéficier d'un programme de transition de huit mois pour les adultes célibataires et les ménages sans enfants, qui leur offre des allocations en numéraire et une assistance médicale. Plusieurs victimes honduriennes ont ainsi bénéficié de conseils psychologiques, de coupons alimentaires, de soins médicaux, de cours d'anglais et d'allocations dans le cadre de notre programme d'appui aux réfugiés.

Les victimes peuvent également avoir droit à certaines aides qui leur permettent de trouver un emploi et de devenir autonomes financièrement. Les responsables des programmes gèrent les dossiers avec toute la diligence requise et s'assurent que les victimes bénéficient d'une assistance globale pour s'établir aux États-Unis. L'appui fourni dans le cadre de ces programmes comporte des aides à l'emploi, au logement, aux transports, aux soins médicaux et à l'adaptation sociale. Plusieurs des victimes du Honduras ont pu bénéficier de ces aides qui ont contribué à stabiliser leur existence. Des programmes spéciaux sont également disponibles à l'intention des mineurs.

#### **Soutien financier des groupes venant en aide aux victimes**

Le ministère de la santé et des services sociaux coopère depuis longtemps avec le secteur associatif pour atteindre ses objectifs. Nombre d'associations consacrent leurs efforts à l'aide aux victimes de la traite des personnes aux États-Unis. Le ministère de la santé a octroyé quelque 8,1 millions de dollars à 37 organisations en l'espace de trois ans pour appuyer et encourager leurs travaux. Ces appuis servent à fournir des services aux victimes, à sensibiliser les collectivités aux dangers de la traite des personnes et à dispenser une formation et une assistance technique au personnel engagé dans la lutte contre la traite. Les groupements bénéficiaires sont situés dans 12 États des États-Unis et aident les victimes dans tout le pays, en fournissant des services de gestion des dossiers, d'éducation, de conseils en matière d'immigration, de réunification des familles et de soutien en vue de l'obtention de l'aide sociale. Par ailleurs, nombre des organismes que nous appuyons dans le cadre de l'aide aux réfugiés ont volontairement offert leurs services aux victimes de la traite des personnes.

#### **Aide spéciale aux mineurs**

Comme nous l'avons malheureusement constaté dans le cas du Honduras, les victimes de la traite sont souvent des enfants. Mon agence, le Service de l'enfance et de la famille, qui fait partie du ministère de la santé et des services sociaux, est tout particulièrement responsable de l'aide à ces fragiles victimes.

Dans le cas des mineurs, il suffit qu'il soit déterminé qu'ils sont victimes d'une forme grave de la traite des êtres humains pour qu'ils puissent bénéficier de certains avantages et services fédéraux et locaux. Ils peuvent participer à notre programme des Réfugiés mineurs non accompagnés, qui fournit depuis longtemps des services complets, intensifs et spécialisés de réinstallation, et trouve des foyers d'accueil pour cette catégorie de personnes.

Les services du programme des Réfugiés mineurs non accompagnés sont fournis grâce à des mécanismes spécifiquement conçus pour les jeunes. Nous coordonnons le placement des mineurs en fonction de leurs besoins, de leur culture, de leur langue et de leur religion, ainsi que de la situation particulière de chacun d'eux en matière de santé et d'éducation, et de leurs besoins affectifs. Les mineurs victimes de la traite des personnes peuvent bénéficier de tout un éventail de services comprenant hébergement, alimentation, vêtements, soins médicaux et psychologiques, suivi intensif et éducation. Le ministère de la santé et des services sociaux est bien équipé pour répondre aux besoins spécifiques des jeunes victimes lorsqu'elles sont découvertes ou lorsqu'elles se présentent spontanément pour demander la protection des services officiels.

#### **Futures stratégies du ministère de la santé et des services sociaux**

Malgré le succès du processus de certification des victimes et de l'établissement d'un réseau de fournisseurs de services, le ministère de la santé s'attache à trouver de nouveaux moyens qui permettront de mieux repérer les victimes et de leur venir en aide plus promptement. Nous entendons formuler de nouvelles stratégies afin de mieux remplir la mission qui nous a été confiée par la Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes.

En premier lieu, nous estimons que notre future campagne de sensibilisation encouragera les victimes à se présenter en plus grands nombres et à demander de l'aide, et qu'elle permettra aux personnes qui se trouvent en présence de victimes de les reconnaître comme telles. Malgré l'adoption de la loi et le regain d'attention que suscite le problème de la traite des personnes, le public américain est généralement peu conscient de la situation tragique des victimes. Ces dernières hésitent d'ailleurs souvent à se faire connaître par crainte des représailles de leurs geôliers ou de la déportation. Par ailleurs, nous soupçonnons que de nombreuses victimes ne se rendent même pas compte du caractère illégal du traitement qu'elles subissent. La campagne de sensibilisation y remédiera.

En second lieu, le ministère de la santé et des services sociaux est en train de mettre en place une ligne téléphonique gratuite d'information et d'assistance à l'intention des victimes et des personnes qui leur viennent en aide. Les victimes et leurs défenseurs pourront appeler ce service et y obtenir des informations sur les services d'urgence locaux ainsi que des renseignements sur les organismes d'aide aux victimes de la traite des personnes. Ce service téléphonique donnera également accès à des interprètes et à un réseau national de fournisseurs de services, ainsi qu'à des renseignements sur l'obtention d'une assistance juridique, de soins médicaux et d'un suivi psychologique.

Enfin, le ministère de la santé envisage la création de nouvelles catégories de subventions pour élargir son assistance en y englobant les organisations d'aide sociale et d'information qui interviennent auprès des populations susceptibles de disposer d'informations sur la traite des personnes (dans les quartiers où se pratique la prostitution, par exemple), de manière à repérer les victimes plus rapidement.

L'adoption de la Loi sur la protection des victimes de la traite des personnes a eu un effet de catalyseur sur l'intervention du gouvernement fédéral dans la lutte contre ce grave problème humain aux dimensions tragiques. La loi considère les victimes de la traite comme des victimes d'entreprises criminelles. Elle dote les organismes fédéraux des instruments dont ils ont besoin pour lutter contre cette tragédie. Le ministère de la santé et des services sociaux est résolu à renforcer l'efficacité et à amplifier la portée des efforts qu'il déploie pour appliquer les dispositions de la loi dans un esprit strictement fidèle à l'engagement du président Bush de « défendre la liberté et la justice parce que ces principes sont justes et vrais pour tout le monde ».

(1) Au titre de la Loi sur la protection des victimes, les formes graves de la traite des personnes comprennent la participation forcée d'adultes et de mineurs à des activités sexuelles commerciales, ainsi que l'emploi de la coercition, de la force ou de la fraude pour réduire les personnes à l'asservissement, à la servitude pour dettes ou à l'esclavage.

# ANALYSE

## Les Etats-Unis adressent un avertissement énergique aux trafiquants d'êtres humains

John Gittelsohn  
Correspondant en Asie et dans le Pacifique

Un jury fédéral a rendu un verdict de culpabilité contre le propriétaire d'une fabrique de vêtements des Samoa américaines dans le procès le plus vaste jamais intenté dans une affaire de traite des personnes. Cette condamnation prouve la ferme volonté des Etats-Unis de veiller à ce que ceux qui exploitent des êtres humains soient promptement poursuivis en justice et punis.

Une femme, Nguyen Thi Le, avait emprunté 5 000 dollars pour avoir une chance de gagner plus de 400 dollars par mois comme couturière dans les Samoa américaines, éblouie par ce qu'elle considérait comme une fortune, elle avait laissé au Viêt Nam son mari et deux enfants.

Elle a vécu l'un des moments les plus heureux de son existence, a-t-elle confié par la suite, lorsqu'elle a signé un contrat de travail avec la société Daewoosa Samoa Ltd. Nguyen, qui avait travaillé jusque-là comme couturière dans un petit village situé près de Hanoi, pensait qu'elle se rendait aux Etats-Unis et c'est là qu'elle a fini par échouer, mais seulement après avoir été la victime du plus vaste cas de traite des personnes de l'histoire des Etats-Unis, ayant travaillé dans des conditions que le ministre américain de la justice, M. John Ashcroft, a qualifiées de « forme moderne d'esclavage ».

« La traite des personnes est bien plus qu'une grave infraction à la loi, c'est un affront à la dignité humaine », a affirmé M. Ashcroft en février dernier, lorsque le ministère américain de la justice a condamné la direction de Daewoosa. « Le ministère de la justice est résolu à protéger les victimes de ce trafic et à traduire en justice ceux qui violent leurs droits civiques. »

L'histoire de Nguyen et des quelque 250 autres travailleurs vietnamiens et chinois employés à l'usine de Daewoosa, dans les Samoa américaines, marque une étape décisive dans la poursuite récente, par les tribunaux américains, des trafiquants d'êtres humains – la pratique internationale qui consiste à contraindre des personnes à la servitude, à l'esclavage, au travail forcé, (notamment les enfants), ou à la prostitution.

Selon Joseph Grover Rees, ancien magistrat aux Samoa américaines qui est actuellement ambassadeur des Etats-Unis au Timor oriental, l'affaire Daewoosa devrait servir d'avertissement à quiconque projette d'exploiter des travailleurs sur le sol américain. La justice américaine a le bras long et elle les appréhendera.

« Si vous avez l'intention d'exploiter des hommes et des femmes dans des conditions de quasi-esclavage, vous avez intérêt à ne pas choisir un endroit sur lequel flotte le drapeau américain », prévient Joseph Rees, qui, lorsqu'il était assistant parlementaire, avait participé à la rédaction de la Loi de 2000 sur la protection des victimes de la traite des personnes, principal outil juridique de la campagne américaine contre la traite des personnes.

La saga de Daewoosa a débuté en 1998 lorsqu'un homme d'affaires sud-coréen nommé Kil-soo Lee a acheté une fabrique de vêtements presque en faillite située près de Pago Pago, le centre administratif des Samoa américaines. Les autorités de ce territoire américain ont fait bon accueil à l'investisseur étranger qui promettait de diversifier l'économie locale. En effet, la seule autre industrie importante établie aux Samoa américaines était la conserverie du thon.

Les Samoa américaines offraient plusieurs avantages pour les fabricants de vêtements tels que Daewoosa. Les Samoa étant un territoire américain, ses exportations n'étaient pas assujetties aux contingents et droits de douane qui limitent de nombreuses importations américaines de textiles. Le salaire horaire minimum y était alors de 2,55 dollars, soit la moitié de celui des Etats-Unis. De plus, le fabricant était autorisé à utiliser l'étiquette « Fabriqué aux Etats-Unis ». Parmi les premiers clients de Lee figurèrent deux importantes chaînes de grands magasins américains, Sears, Roebuck & Co. et J.C Penney. Un autre avantage présenté par les Samoa était la grande distance qui les séparait des regards inquisiteurs du ministère améri-

cain du travail et des autres organes censés veiller au respect de la législation du travail.

Au lieu de recruter ses employés sur place, Lee importa quelque 250 travailleurs du Viêt Nam et 25 autres de Chine, promettant d'engager du personnel local une fois que son usine aurait démarré.

Les travailleurs vietnamiens avaient été recrutés par des entreprises publiques vietnamiennes – International Manpower Supply et Tourism Company 12 – qui font partie du programme national d'exportation de la main-d'œuvre de ce pays communiste. Cette année, le Viêt Nam projette d'envoyer à l'étranger 50 000 travailleurs, dans l'espoir qu'ils rapatrieront des milliards de dollars en monnaie étrangère pour aider l'économie de ce pays appauvri.

Les travailleurs vietnamiens ont dû déboursé environ 5 000 dollars chacun pour couvrir les frais de leur billet d'avion et de leur permis de travail. Ils ont signé un contrat de quatre ans en échange d'un salaire mensuel d'un montant équivalent à ce qu'un Vietnamien moyen gagne en un an. Les ennuis commencèrent au début de 1999, peu après l'arrivée aux Samoa américaines des premiers travailleurs vietnamiens. Les salaires versés par Daewoosa ne représentaient qu'une fraction du montant qui leur avait été promis par Lee. L'argument de ce dernier était qu'il devait d'abord payer les recruteurs. Il déduisait en outre, pour leurs repas et leur logement dans les dortoirs de sa société, des frais qu'un juge américain a qualifiés par la suite d'excessifs.

De plus, les conditions de vie des ouvriers se détériorèrent rapidement. Les repas qu'on leur servait se composaient de bouillie d'avoine, parfois de quelques morceaux de viande et, plus rarement, de fruits ou légumes frais. La température dans les ateliers dépassait les 40 degrés et l'encombrement des dortoirs contraignait certains travailleurs à dormir à deux par lit.

A la fin de 2000, le ministère américain du travail condamna Lee à une amende de plus de 350 000 dollars pour n'avoir pas versé les salaires qu'il devait à ses employés. De plus, des enquêteurs de l'Administration chargée de la sécurité et de la salubrité des lieux de travail constatèrent l'existence de conditions de vie inhumaines.

Mais ces sanctions n'eurent apparemment aucun effet sur Lee. Il confisqua les passeports de ses ouvriers pour les empêcher de partir. Il cessa de les payer quand son usine n'eut plus de commandes, mais continua à leur compter le logement et la nourriture. Quand ils protestaient, il diminuait leurs rations alimentaires et menaçait de les renvoyer au Viêt Nam, menaces que renforçait la présence de Nguyen Viet Chuyen, représentant local de Tourism Co. 12. Certains travailleurs ont déclaré qu'ils avaient été brutalisés. On les punissait notamment en les jetant dans une piscine polluée par des cadavres de grenouilles.

Les quelques habitants des Samoa américaines qui travaillaient pour Lee servaient principalement de gardes-chiourme, intimidant les Vietnamiens par leur taille imposante. En 2000, les tensions atteignirent le point de rupture. Quand un groupe d'ouvriers refusa de retourner aux machines à coudre, Lee ordonna à ses surveillants de les expulser de l'atelier.

«J'assume la responsabilité de cette expulsion» clama-t-il, selon la déposition d'un témoin. Une ouvrière fut battue avec une telle brutalité qu'elle perdit un œil. Deux autres furent brièvement hospitalisées.

Ces actes de violence finirent par attirer l'attention de la police locale. Un magistrat interdit à Lee de contacter ses employés. Privée de nouvelles commandes et d'argent, l'usine Daewoosa ne tarda pas à fermer ses portes. Ses ouvriers se retrouvèrent sans argent et sans billet de retour. Les sociétés qui les avaient recrutés et le gouvernement vietnamien refusèrent de leur payer le voyage de retour, arguant qu'ils avaient rompu leur contrat de travail.

Les travailleurs vivaient comme des naufragés, errant à la recherche de nourriture. Certains gagnaient quelques dollars en faisant des ménages chez des particuliers. D'autres se faisaient prendre en train de voler des fruits dans les vergers locaux. Un grand nombre d'entre eux dépendaient de la charité des églises locales.

Nguyen Tri Lee, l'ouvrière originaire de la région d'Hanoï, avait l'impression d'avoir commis une erreur tragique. Non seulement elle était abandonnée, mais elle s'inquiétait du fardeau qu'elle imposait à sa famille. En effet, au Viêt Nam, les usuriers s'acharnaient contre sa famille pour qu'elle rembourse les

5 000 dollars qu'elle avait empruntés pour se rendre aux Samoa. Son mari fut licencié. Selon lui, c'était à cause de la réputation de fauteur de trouble faite à sa femme chez Daewoosa.

Juste au moment où la situation semblait désespérée, le ministre américain de la justice intervint. Lee fut arrêté et transféré à Hawaii pour y être traduit en justice. Les travailleurs vietnamiens abandonnés à leur sort furent transportés par avion aux Etats-Unis, où on les admit en tant que témoins à charge éventuels.

En avril 2002, un tribunal civil des Samoa américaines condamna Daewoosa à une amende de 3,5 millions de dollars, décrétant que Lee et Tourism Co.12 devaient à chacun des 270 ouvriers une moyenne de 13 000 dollars de rappels de salaire et d'amendes. Aucune amende ne fut payée. En février 2003, Lee fut déclaré coupable, par un tribunal fédéral d'Honolulu, d'avoir maintenu ses ouvriers dans un état de servitude forcée. La sentence doit être prononcée le 16 juillet prochain. Lee projette de faire appel au motif qu'il n'aurait pas dû être jugé à Hawaii.

Les responsables du ministère de la justice n'ont pas précisé s'ils envisageaient d'autres mises en examen dans cette affaire, notamment celles des représentants des sociétés vietnamiennes qui ont recruté les travailleurs de Daewoosa.

Selon le ministre de la justice, « la condamnation de Lee prouve que le ministère de la justice est fermement résolu à veiller à ce que ceux qui se livrent à la traite des personnes fassent l'objet d'enquêtes suivies, soient rapidement poursuivis en justice et sévèrement punis».

La plupart des Vietnamiens qui sont maintenant aux Etats-Unis en tant que témoins à charge éventuels ont fait une demande de visa « T », visa spécial délivré aux victimes de la traite des personnes et qui peut être une étape vers l'obtention du statut de résident permanent. Le groupe le plus important d'entre eux, composé de trente-trois personnes, s'est établi en Californie, dans le Comté d'Orange. La plupart travaillent maintenant, moyennant le salaire minimum garanti, dans des fabriques de vêtements du « Little Saigon district » de ce comté.

Pour sa part, Nguyen Thi Le est employée dans un atelier de fabrication de vêtements féminins située à

Westminster. Elle ne craint plus ses patrons, mais porte encore sur son visage des traces de ses épreuves. Elle partage une maison mobile avec quatre autres ouvrières qui étaient aux Samoa avec elle et économise sou par sou pour faire venir sa famille aux Etats-Unis. Sa fille, qui a maintenant 5 ans, ne la connaît même pas. Son fils âgé de 14 ans refuse de lui parler au téléphone et son mari pense qu'elle vit dans le luxe aux Etats-Unis tandis que sa famille pâtit au Viêt Nam.

« Ils veulent savoir quand je vais pouvoir les faire venir, dit-elle. Je suis très déprimée car mes enfants me manquent. »

D'autres travailleurs se sentent aussi tiraillés qu'elle parce qu'ils ont laissé de la famille au Viêt Nam. Hoang Trong Thuy et son épouse, Nguyen Thi Ngoc, n'ont pas vu leurs quatre filles depuis plus de quatre ans. L'aînée, qui a maintenant 16 ans, a abandonné ses études et défie ses grands-parents en fumant des cigarettes et en rentrant très tard à la maison.

« C'est durant leur adolescence que les enfants ont le plus besoin de leurs parents », dit Hoang (40 ans), les yeux cernés à force de se faire du souci. « Ils ont beaucoup de problèmes quand leurs parents ne sont pas là pour les protéger ou les élever. »

Mais il a une nouvelle raison de célébrer sa présence aux Etats-Unis. En décembre, sa femme a donné naissance à un garçon, qu'ils ont nommé Henry Hieu Minh Hoang.

« Mon rêve est d'être réuni ici avec tous mes enfants », dit fièrement ce père de famille, « d'avoir un emploi et un revenu régulier suffisant pour assurer la stabilité de ma famille. Avoir une meilleure voiture est sans importance. Ce qui compte le plus pour moi, c'est de voir mes enfants et d'être un bon père. »

Boat People S.O.S, agence privée de service social qui a des bureaux dans le Comté d'Orange et à Washington, D.C., assiste les travailleurs venus des Samoa américaines en leur donnant des cours d'anglais, en leur offrant une formation professionnelle et en les aidant à faire leur demande de visa. Elle fait pression sur le Congrès pour qu'il accorde une aide aux victimes de la traite des personnes afin de faciliter leur réinstallation et de leur permettre de faire venir leurs parents aux Etats-Unis.

Cette agence apprend aussi à la police locale et à d'autres organismes privés à repérer les victimes de la traite des personnes. Le ministère de la justice estime que 20 000 femmes et enfants victimes de ce trafic entrent aux Etats-Unis chaque année. La plupart de ces personnes échappent à la vigilance des autorités et sont prises au piège comme domestiques, prostituées ou comme main-d'œuvre sous-rémunérée dans les restaurants et sur les chantiers de construction.

Rares sont les victimes qu'on parvient à identifier aussi facilement que l'ont été les travailleurs de Daewoosa, déclare Kevin Pimentel, avocat de Boat People S.O.S. « Cette affaire est exceptionnelle, car elle rassemble tous les éléments : servitude, coercition, fraude. Je ne voudrais pas dire que c'est un cas typique. »

---

*John Gittelsohn couvre les affaires relatives à l'Asie et au Pacifique pour un journal californien, « The Orange County Register ».*

*Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ni la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# Sauver les victimes, une à une

Entretien avec Marco Gramegna

Directeur

Service de lutte contre la traite des personnes

Organisation internationale pour les migrations

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses organismes affiliés entreprennent des projets dans le monde entier pour secourir les victimes de la traite des personnes.

En juillet prochain, au Ghana, 140 [wtp1]140140garçons espèrent être libérés de la servitude pour dettes. L'OIM, avec l'aide d'organisations non gouvernementales locales, œuvre depuis des mois afin de tirer ces garçons des griffes de leurs « maîtres esclavagistes » et du travail forcé particulièrement pénible auquel ils sont astreints à bord des bateaux de pêche qui sillonnent les eaux du lac Volta. Ce sera la première série de libérations organisée dans le cadre d'un projet en cours qui vise à rendre la liberté à plus de 1 200 garçons vivant dans des conditions déplorables, mal nourris, sans éducation et sans soutien familial.

La libération des petits pêcheurs sera certes une victoire dans la lutte contre la traite des êtres humains, mais elle est de petite envergure : il reste peut-être encore des milliers d'autres enfants dans la même situation. Selon l'UNICEF, dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, ce seraient 200 000 enfants qui seraient victimes chaque année de cette exploitation.

Marco Gramegna est directeur du Service de lutte contre la traite des êtres humains de l'Organisation internationale pour les migrations, dont le siège est à Genève (Suisse). Il s'est entretenu avec la rédactrice en chef des « Dossiers mondiaux », Mme Charlene Porter.

**Question :** Quelle est l'envergure de la traite des êtres humains en Afrique de l'Ouest ?

**M. Gramegna :** Nous avons généralement affaire à des enfants qui sont passés d'un pays à l'autre aux fins d'exploitation comme ouvriers agricoles, particulièrement du Mali vers la Sierra Leone ou du Mali vers la Côte d'Ivoire. Ce sont des enfants qui sont vendus par leur famille ou tout simplement donnés à des parents ou à des étrangers qui les emmènent travailler ailleurs en quête d'un avenir meilleur, en échange d'une certaine somme d'argent versée à la famille.

Les enfants sont employés, et exploités, dans l'agriculture. Qu'ils entrent légalement ou clandestinement dans le pays, peu importe, ils ne savent jamais où ils sont. Ils fournissent un nombre effarant d'heures de travail, sans aucune rémunération, et sont complètement coupés de leur famille ou de leur pays d'origine. Dans le contexte de crise et de conflit qui est celui de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, le sort qui les attend, si nous n'intervenons pas, est celui d'esclaves sexuels pour l'armée ou d'enfants soldats.

Ce que nous faisons normalement, en coordination avec les pays et les familles d'origine, c'est de renvoyer ces enfants chez eux ou, si ce n'est pas possible, de les placer dans des familles disposées à les accueillir.

En Afrique de l'Ouest, on trouve différents niveaux de traite des êtres humains qui visent différents objectifs, de l'exploitation sexuelle à la main-d'œuvre, en passant par les travaux domestiques, la mendicité, la criminalité et parfois un amalgame de tout cela.

Une forme d'exploitation contre laquelle nous luttons aussi est la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle, soit à l'intérieur du même pays, soit à destination d'autres pays d'Afrique ou d'Europe. Les principaux pays d'origine sont le Nigeria, le Ghana et le Sénégal.

Ici, nous assurons le retour volontaire des victimes dans leur pays et nous nous efforçons de leur fournir des services d'accueil, un logement et des programmes de rééducation et de réinsertion dans leur pays d'origine.

Le cas de la traite des femmes et des filles à des fins d'exploitation sexuelle est le plus connu. Mais dans notre travail avec les enfants, nous soulignons l'ampleur de la traite des enfants en Afrique de l'Ouest, phénomène qui, si l'on en juge par le nombre de victimes, est parmi les plus intenses au monde.

**Q:** Il est largement admis que le rassemblement de données sur les victimes de la traite des êtres humains est extrêmement difficile. Avez-vous des estimations à avancer sur le nombre annuel de ces victimes en Afrique de l'Ouest?

**R:** Etant donné que c'est une activité illicite, c'est très difficile, voire impossible, à déterminer. Il n'y a ni documents, ni statistiques, et les définitions varient. Les pouvoirs publics enregistrent les faits de différentes

manières, lorsqu'ils s'en donnent la peine. Il est donc extrêmement difficile d'avancer un chiffre, mais les victimes se comptent par dizaines de milliers chaque année.

**Q:** Les familles qui se séparent de leurs enfants, les exposant à l'exploitation, sont-elles très nombreuses dans le monde?

**R:** On en trouve en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans d'autres régions du monde: cela se passe dans les Balkans depuis au moins 1 000 ans; ce n'est pas rare non plus en Asie de l'Est, dans les collines de Thaïlande, au Cambodge, au Viêt Nam et dans le sud de la Chine. Il n'est pas rare que des familles pauvres vendent ou donnent leurs enfants, le plus souvent les filles qui, dans les cultures patriarcales, ont moins de valeur que les garçons. Ces enfants sont donc vendus pour leur assurer un avenir ou leur trouver un emploi dans d'autres régions du monde, ou tout simplement pour se débarrasser d'eux et avoir une bouche de moins à nourrir. C'est fréquent dans les Balkans, en Albanie et au Kosovo où, selon les normes juridiques et sociales traditionnelles, les femmes et les filles ont une valeur comparable à celle des vaches et des moutons.

On touche là aux réalités culturelles complexes qui expliquent comment les gens sont amenés à se débarrasser d'un bébé ou d'un enfant, ou encore à les vendre, et c'est l'un des facteurs sous-jacents de la traite des femmes et des enfants.

**Q:** Durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, chaque décennie a été marquée par des progrès en matière de compréhension et d'institutionnalisation des principes des droits de l'homme. Dans quelle mesure cela atteint-il ces régions lointaines pour contribuer à éliminer leurs pratiques traditionnelles?

**R:** La question des droits de l'homme retient l'attention des pays les plus développés depuis un demi-siècle environ. Nous la comprenons bien. Nous sommes formés et entraînés à comprendre les droits de l'homme tels qu'ils ont été définis en 1948 dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et même durant les débats qui ont précédé la rédaction de ce document. Nous concevons les droits de l'homme comme des normes intellectuelles et culturelles à respecter. Mais ce sont là des accords conclus entre Etats, lesquels doivent reconnaître et ratifier ces instruments, puis s'efforcer de refléter ces accords, ces principes, dans leur

comportement et leur législation. Intervient ensuite l'application des lois par la police, les autorités et les institutions du pays. Puis il y a l'éducation, la formation des gens et l'application pratique de ces principes, qui se heurtent parfois aux traditions.

C'est pourquoi la Déclaration universelle a été adoptée en 1948. Il s'agissait de lutter contre les coutumes nuisibles aux droits de l'homme, dont certaines ne sont pas seulement des activités politiques, mais également des comportements culturels.

Les droits de l'homme font ainsi partie aujourd'hui des principes régissant l'humanité, mais atteignent-ils tous les êtres humains, jusqu'au dernier, jusque dans les collines de Thaïlande ou sur les rives de la Volta? Je crois que les populations isolées du monde sont régies par leur culture traditionnelle, leurs propres règles et règlements, et non par des normes internationales, et qu'il faudra un certain temps avant que les principes humanistes ne s'appliquent aux six milliards d'habitants de notre planète.

Je n'excuse pas l'ignorance des principes des droits de l'homme, mais leur maîtrise exige une formation à long terme et la propagation des préceptes humanitaires, dont certaines populations n'ont pas la moindre idée.

**Q :** Pour revenir à l'histoire des enfants pêcheurs du Ghana, le Dr Ernest Taylor, qui s'emploie à rendre ces enfants à leur famille, admet sans ambages qu'il ne les retrouvera pas tous, que c'est impossible. Les initiatives de lutte contre la traite des êtres humains se jouent-elles donc au cas par cas?

**R :** Il n'y a pas d'autre façon de procéder. Nous ne touchons qu'un petit pourcentage des cas recensés dans le monde, et il est bon de le préciser clairement.

Nous avons un programme d'assistance aux victimes de la traite dans les Balkans qui aide, disons, 1 500 femmes par an. Or nous savons que le nombre total de cas est immense. C'est sans doute une goutte d'eau dans

Nous ne pouvons pas renvoyer ces garçons, ni aucune des autres victimes, à la même situation. Nous devons leur donner les moyens de régler leurs problèmes.

Marco Gramigna

la mer. Mais peu importe. Si nous ne faisons rien, le problème serait bien plus grave. C'est pourquoi nous traitons un nombre de cas précis par an.

Ainsi, les 1 000 garçons pêcheurs du Ghana représentent un nombre de cas très réaliste, ce qui signifie que le nombre d'enfants soumis au travail forcé est sans doute 10 fois supérieur, sinon bien davantage.

**Q :** L'OIM aide à libérer environ 1 000 garçons. Que faites-vous pour appuyer les familles, pour leur offrir des possibilités et pour éviter que cela ne se reproduise?

**R :** C'est sans doute le point le plus épineux : éviter que ces enfants ne retombent dans l'exploitation. Nous ne pouvons pas renvoyer ces garçons, ni aucune des autres victimes, à la même situation. Nous devons leur donner les moyens de régler leurs problèmes. Les enfants doivent bénéficier d'appuis qui leur permettront de se réinsérer de manière différente dans leur communauté. Il faudra dispenser une formation aux familles pour qu'elles rompent avec leurs habitudes et qu'elles cessent de vendre leurs enfants. Les enfants doivent savoir qu'ils ont d'autres choix dans la vie, par exemple par le biais de l'éducation ou d'un emploi.

**Q :** Alors comment procédez-vous?

**R :** Par l'éducation et par l'aide économique aux familles pour qu'elles ne renvoient pas leurs enfants dans le même circuit. Mais cela présente de sérieuses difficultés, car il faut lutter contre la force des habitudes.

**Q :** Dans une perspective plus large, maintenant, il y a des questions de développement économique durable au niveau régional qui entrent en ligne de compte dans la problématique de la traite des êtres humains. Cela va bien au-delà de la remise en liberté des petits pêcheurs esclaves du Ghana, n'est-ce pas?  
**Réponse –** L'OIM n'est pas un organisme de développement et cela dépasse notre mandat. Néanmoins, lorsque nous traitons ce genre de cas, nous essayons de modifier les causes fondamentales du problème pour les enfants qui sont rendus à leur famille. Nous n'igno-

rons pas les difficultés que cela présente, mais quelquefois le fait d'offrir certains privilèges à ceux qui rentrent chez eux, éducation, emploi, formation professionnelle, un autre cadre familial, peut faire une différence pour leur avenir.

**Q:** Passons au sujet de l'adoption de mesures législatives visant à réduire la traite des êtres humains au Ghana et ailleurs. Que pensez-vous de l'efficacité de ces mesures et de la probabilité de les voir appliquées?

**R:** Des mesures législatives, dans tous les pays, sont certainement les bienvenues. L'absence de lois se traduit incontestablement par une inaction totale de la part des institutions, mais le fait d'adopter des lois ne garantit pas que tout ira bien. C'est le problème de certains des pays qui se sont dotés de lois mais qui ne les appliquent pas assez vigoureusement.

Il est bon qu'il y ait des lois car cela nous donne une base pour entreprendre des actions concrètes avec les institutions locales. Nous estimons cependant que ces lois doivent être accompagnées de mesures de formation et d'éducation, en particulier pour les forces de l'ordre.

Ces dernières doivent connaître les nouvelles lois, mais aussi savoir ce qu'elles signifient. Qu'est-ce que la traite des êtres humains? Qui sont les victimes? Les lois nous donnent donc, à nous et aux autres acteurs, une base sur laquelle il est possible de dispenser une formation pour amener les institutions locales à les appliquer, base qui nous permet aussi d'associer les organisations non gouvernementales et intergouvernementales aux efforts de prévention du problème de la traite des êtres humains et de l'esclavage, ainsi qu'à la protection des victimes.

En ce qui me concerne, je suis heureux que le Ghana soit sur le point d'adopter des lois dans la ligne du Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée. Cela dit, il faut que le reste suive: la formation, l'application, le contrôle. Il y a aussi bien sûr la question, immense, de la lutte contre la corruption, non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans le monde entier.

Donc si les lois sont une bonne chose, il y a toujours beaucoup à faire après.

**Q:** Combien de temps faudra-t-il, selon vous, pour faire véritablement passer le message sur la nature monstrueuse de la traite des êtres humains?

**R:** Nous avons aujourd'hui une expérience accrue en matière de formation des forces de l'ordre, dans le monde entier, mais surtout dans les pays d'origine et de destination des victimes de la traite. La formation ne prend pas longtemps, mais c'est un processus où les succès obtenus sont de loin inférieurs aux résultats escomptés. Supposons que vous formiez, au départ, une centaine d'officiers de police. Vous vous retrouvez au bout du compte avec cinq, six ou huit policiers auxquels vous pouvez faire confiance et avec qui vous pouvez lutter contre les trafiquants d'êtres humains. C'est la moyenne normale.

Nous dispensons une formation à l'intention des forces de l'ordre qui porte sur les éléments fondamentaux de la traite des êtres humains, les définitions et les techniques spécifiques d'enquête de police et de poursuites judiciaires. Mais nous savons qu'en fin de compte, nous ne coopérerons qu'avec 10 % des bénéficiaires de cette formation, pour diverses raisons: changement de personnel, corruption, manque d'intérêt, acquisition insuffisante des connaissances.

Mais ces 10 % me conviennent, si cela fait que l'on établira une unité de police, comprenant des hommes et des femmes, qui sera chargée de la répression de la traite des êtres humains. Il faut arriver à ce que les gens les plus motivés travaillent avec vous. Mais il est très difficile, dans les régions où cette activité criminelle est très développée, d'éviter la corruption, en particulier quand vous gagnez 20 dollars par mois et que le trafiquant vous paie 1 000 dollars chaque fois qu'il fait passer une victime par votre territoire. Afin de mettre un terme à la traite des êtres humains, il faut que les officiers de police soient motivés avant tout par des principes fondés sur le respect des droits de l'homme et sur la dignité des êtres humains.

---

*Charlene Porter a réalisé cette interview depuis Washington par téléphone avec M. Gramegna au siège de l'OIM à Genève (Suisse).*

*Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de la personne interviewée et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des États-Unis.*

# La libération des enfants pêcheurs du Ghana

Dr Ernest Taylor

Directeur du projet de l'OIM à Accra (Ghana)

C'est en avril 2002 que j'ai vu pour la première fois les enfants qui travaillent sur les bateaux du lac Volta. La conséquence la plus immédiatement visible des conditions de travail particulièrement pénibles qui leur sont imposées est l'absence de la joie et de la vitalité qui illuminent le visage des enfants heureux et en bonne santé. Les jeunes victimes des trafiquants dans ces villages de pêcheurs présentent un visage sans vie ; leurs corps chétifs montrent qu'ils sont mal nourris et négligés, au point de stopper leur croissance.

Je crois aussi qu'ils souffrent d'une autre forme de faim, dans leur esprit et dans leur âme. Astreints à des travaux forcés, privés d'affection et de soins familiaux, ils sont traumatisés et profondément déprimés. Ils en arrivent au point, comme je l'ai constaté, où ils ne sont plus capables de communiquer comme le feraient des enfants normaux, en bonne santé. Quand je leur demandais : « Veux-tu rentrer chez toi ? », il fallait que je répète ma question à plusieurs reprises avant qu'ils répondent, comme si, à force d'avoir reçu si souvent des ordres, ils avaient pratiquement perdu la capacité de parler en leur propre nom et de dire ce qu'ils veulent.

Une fois qu'ils avaient compris la question, ils finissaient par répondre : « oui ». Ils voulaient rentrer chez eux, même s'il s'agissait sans doute pour eux de retrouver la famille qui, à son insu, les avait condamnés à la servitude pour dette. Les parents ne savaient vraisemblablement pas que leurs fils seraient réveillés avant l'aube tous les jours pour partir travailler sur les bateaux. Ils ne savaient sans doute pas que leurs enfants seraient forcés de ramener à bord les filets de pêche jusqu'aux dernières lueurs du jour. On leur avait sans doute dit que l'on prendrait bien soin de leurs fils et qu'ils pourraient faire des études tout en apprenant un métier garant d'un avenir meilleur.

Cette pratique acceptée de longue date est ce que l'on appelle en Afrique le « placement des enfants ». Pendant des générations, les parents ont placé leurs enfants pour qu'ils soient élevés chez un parent ou un ami de confiance. La plupart du temps, la confiance qui régnait entre les membres de la communauté faisait que les enfants étaient bien traités et qu'ils étaient élevés convenablement. Malheureusement, au cours des 40 dernières années environ, des trafiquants motivés par le seul appât du gain ont exploité l'extrême pauvreté de la région et corrompu cette pratique traditionnelle.

Depuis que nous avons entrepris de libérer les garçons prisonniers des villages de pêcheurs, le public ghanéen prend de plus en plus conscience des conditions de vie déplorables des victimes de cette exploitation. L'année dernière, nous avons emmené avec nous une équipe de télévision dans les villages lacustres et un documentaire sur le triste sort des enfants a été diffusé sur les ondes de la télévision nationale en décembre 2002. Ainsi informés de la situation de leurs enfants, certains parents sont partis eux-mêmes à leur recherche pour les ramener chez eux.

C'est là un des aspects du projet qui a été difficile pour nous. Certains garçons ne savent pas d'où ils viennent et ne se souviennent pas de leur nom de famille. Nous avons donc pris des photos des garçons que nous espérons libérer et nous nous efforçons à présent de retrouver leurs parents ou d'autres membres de leur famille. Mais j'ai constaté ce faisant que les conditions qui avaient amené les parents à se séparer de leurs enfants n'avaient pas changé. Certains parents ont peur de reprendre leurs enfants parce qu'ils ne sont pas en mesure de subvenir à leurs besoins. D'autres craignent d'être punis pour avoir laissé partir les enfants les plus jeunes. Ces craintes sont si grandes qu'elles semblent éclipser l'amour naturel des parents pour leurs enfants. C'est triste à voir.

Ils me disent : « Si vous pouvez nous aider à prendre soin de nos enfants, nous serons heureux de les reprendre. » Et c'est ce que nous devons faire, et ce que nous nous efforcerons de faire au moyen de divers programmes d'aide et de microcrédits. Nous devons les aider à se procurer des revenus pour leur permettre de subvenir aux besoins de leurs enfants.

Le soutien aux familles est une bonne chose, mais nous ne devons pas oublier d'aider les pêcheurs à trouver d'autres façons de pratiquer leur activité, notamment en se passant de la main-d'œuvre infantile. Nous devons les aider à adopter d'autres techniques ou à trouver d'autres sources de revenus, de manière à ce qu'ils n'exploitent plus les enfants comme ils le font. Il faut pour cela un appui substantiel, financier notamment, et le soutien du gouvernement.

Quand nous sommes arrivés dans les villages pour retrouver les garçons et pour essayer de voir comment nous pourrions les libérer, j'ai constaté que les pêcheurs, les maîtres des esclaves, ne voyaient rien de mal à exploiter de la main-d'œuvre infantile sur leurs bateaux. De leur point de vue, les parents ont besoin d'argent ; les pêcheurs ont besoin d'aide, et les enfants peuvent la leur fournir. Les pêcheurs ne voient aucun mal à cela ; en fait, ils considèrent qu'ils contribuent à réduire la pauvreté.

Donc si vous leur dites que c'est mal, ce n'est pas comme cela qu'ils voient les choses. Vous devez leur faire remarquer qu'ils emploient les enfants de quelqu'un d'autre pour pouvoir satisfaire aux besoins de leurs propres enfants qui, eux, ne travaillent pas à la pêche. Je leur dis : « Vous envoyez vos enfants à l'école, dans les villes, pour qu'ils aient un meilleur avenir, mais vous envoyez les enfants d'autres gens dans le froid de la nuit et dans les frimas du petit matin pour pêcher pour vous, pour que vous puissiez payer des études à vos enfants. Vous ne trouvez pas ça injuste et cruel envers les enfants qui travaillent pour vous ? Vous ne voyez pas que vous privez ces enfants de leur avenir pour le bénéfice de vos propres enfants ? Réfléchissez-y. »

Ce n'est qu'alors que les pêcheurs commencent à se rendre compte que, effectivement, il y a là quelque chose qui cloche. C'est alors qu'ils réalisent la nature fondamentalement injuste de ce genre de pratiques.

*Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ni la politique du gouvernement des Etats-Unis.*

# Une alliance européenne lutte contre la traite des personnes

Entretien avec le général Ferenc Banfi et M. Zan Jovanovski  
Initiative de coopération de l'Europe du Sud-Est (SECI)

Les organes chargés de l'application des lois dans l'Europe du Sud-Est font preuve d'un niveau sans précédent de coopération transfrontalière au service de la lutte contre la traite des personnes dans une région où les réseaux du crime organisé se livrent à toutes sortes d'activités illicites.

L'initiative de coopération de l'Europe du sud-est (SECI, Southeast European Cooperative Initiative) est une organisation régionale d'application des lois, composée de douze États membres, qui a pour mission de combattre divers aspects du grand banditisme, dont la traite des êtres humains. Déterminés à tirer parti des troubles nés de l'effondrement du communisme et de la guerre des Balkans survenue au cours des années 1990, les réseaux de criminels ont exporté leurs activités illicites. Conscients de la nécessité de conférer une souplesse égale aux services de répression du banditisme, des gouvernements de l'Europe du Sud-Est ont signé à Bucarest en mai 1999 un accord de coopération en matière de prévention et de lutte contre la criminalité transfrontière ; un an plus tard, le centre régional SECI entrait en vigueur.

Le général Ferenc Banfi en est le directeur adjoint et chef de la division Appui opérationnel. M. Zan Jovanovski est un officier de liaison macédonien qui a joué un rôle prépondérant dans les activités de lutte contre les trafiquants. La rédactrice en chef de ce numéro des « Dossiers mondiaux », Mme Charlene Porter, a interrogé les deux militaires qui ont répondu à ses questions par téléphone, depuis le siège de la SECI à Bucarest, en Roumanie.

**Question :** Quels facteurs sociaux, géographiques et politiques concourent à intensifier la traite des êtres humains dans la région ?

**Le général Banfi :** La traite des personnes relève avant tout de considérations économiques. Après la chute du bloc communiste, la plupart des pays de l'Europe du Sud-Est ont connu des difficultés économiques. Le nombre élevé de chômeurs a été à l'origine de difficultés très réelles pour les familles. Incapables de trouver un emploi convenable, les chômeurs ont essayé de gagner de l'argent par tous les moyens possibles. Malheureusement, il leur est arrivé de se

retrouver victimes de la traite des êtres humains.

Mais il faut aussi évoquer des raisons liées à l'éducation, ou plus exactement à son absence. Si l'économie des pays périlait, le niveau d'éducation de la plupart des personnes qui allaient tomber dans le piège de la traite n'était pas brillant non plus. Le manque d'instruction est une source de problèmes supplémentaires pour les personnes qui cherchent du travail et qui sont des victimes potentielles.

La traite des personnes dépasse le cadre de la seule exploitation sexuelle. Il faut parler des enlèvements, des violences psychologiques, des viols, de l'esclavage, de la perte de liberté.

Zan Jovanovski

sieurs liens entre ces diverses formes de criminalité.

**M. Jovanovski :** Les victimes originaires de l'Europe du Sud-Est se retrouvent en Asie centrale, en Amérique du Sud ou en Europe de l'Ouest. Les déplacements sont considérables. La relation entre la criminalité organisée et le trafic des êtres humains forme véritablement une chaîne. Les activités criminelles s'observent tout au long de trois phases, à savoir celles du recrutement, du transport et de l'exploitation.

La façon dont le public perçoit la traite des personnes mérite également d'être soulignée. Sous le communisme, l'opinion publique assimilait la prostitution à une activité criminelle. Par la suite, quand la traite des êtres humains a commencé à poser problème, le public n'arrivait plus à faire la différence entre la prostitution volontaire et la traite des personnes. C'était un problème considérable. La société doit mieux saisir la différence entre ces deux phénomènes.

**Q :** En quoi la traite des êtres humains est-elle liée à d'autres activités illicites et au crime organisé ?

**Le général Banfi :** Je vais vous donner un exemple. Des femmes sont recrutées en Ukraine, en Moldavie et en Roumanie. Le pays de destination peut être un pays d'Europe de l'Ouest ou la Macédoine. Les deux directions sont possibles. Ces femmes ont besoin d'un visa pour entrer en Macédoine ou dans l'Union européenne. Mais en général, on ne peut pas se procurer de visa par les voies légales. Les bandes de criminels se divisent alors le travail. Certaines vont s'occuper du recrutement et du transport des femmes ; d'autres vont se débrouiller pour obtenir de faux papiers. Les femmes victimes de la traite sont souvent titulaires de faux visas et de faux passeports. Il y a donc un lien avec une autre forme de criminalité.

Nous avons constaté que les bandes de criminels actives dans le transport des victimes de la traite sont souvent impliquées dans le transport clandestin de travailleurs migrants. Nous avons donc identifié plu-

A ces trois niveaux, la gamme des activités criminelles est bien vaste. Le trafic des personnes dépasse le cadre de la seule exploitation sexuelle. Il faut parler des enlèvements, des violences psychologiques, des viols, de l'esclavage, de la perte de liberté. Et ajouter à cette liste l'utilisation de faux documents et la possession de narcotiques ou de stupéfiants. C'est au quotidien que nous vivons le lien entre le trafic des êtres humains et d'autres formes de criminalité organisée.

Les criminels coopèrent entre eux, comme le font les services répressifs de leur côté.

**Q :** En septembre dernier, le Centre régional SECI a coordonné des coups de filet contre des maisons closes et des hôtels dans sa zone d'intervention. Quel a été le bilan de ces opérations ?

**Le général Banfi :** Les descentes de police dans des hôtels, des restaurants et d'autres établissements du même genre ne constituaient qu'un seul volet de l'opération menée au niveau régional. Celle-ci visait principalement à préparer le terrain en vue de la conduite d'enquêtes poussées. Elle était d'autant plus complexe que les forces de police n'étaient pas les seules à y participer. Des organisations non gouvernementales, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et un groupe de travail spécialisé dans la traite des êtres humains avaient également un rôle à jouer.

Pour ce qui est du bilan de ces opérations, nous avons identifié 237 victimes de la traite. Nous avons aussi identifié plus de 293 trafiquants qui ont été mis en examen dans des affaires criminelles. M. Jovanovski pourra expliquer les prolongements de la coopération des services de répression depuis le déroulement de cette opération.

C'est un exemple concret de l'action du Centre régional SECI en faveur de la communication et de l'échange d'informations.

Par ailleurs, 23 victimes ont été rapatriées avec l'assistance de l'OIM et d'ONG. Cette opération a démontré que nous pouvions enrayer la criminalité et sauver des personnes de situations dangereuses.

Plus de 200 criminels font encore l'objet d'une enquête, et certaines de ces affaires nécessitent toujours la coopération de la Macédoine, de la Roumanie, de la Moldavie et de l'Ukraine. Il est important de noter que cette opération a été la première à faire intervenir la coopération des organes chargés de l'application des lois et d'autres acteurs.

**M. Jovanovski :** Nous en tirons une grande fierté au Centre régional SECI parce qu'il s'agissait de l'activité la plus complexe jamais entreprise dans l'Europe du Sud-Est. Je tiens à souligner que, si nous avons organisé la première grande opération régionale en septembre dernier, des pays de la région avaient déjà mené à bien plusieurs actions bilatérales et multilatérales qui ciblaient certaines filières de la traite des êtres humains.

Par exemple, les organes macédoniens chargés de l'application des lois ont demandé au Centre régional SECI d'appuyer plusieurs enquêtes ouvertes en Macédoine. Ils ont sollicité son intervention en vue de la coordination d'activités menées en Ukraine, en Moldavie, en Roumanie, en Bulgarie et en Macédoine à l'encontre de diverses filières. Cette coopération s'est soldée par l'arrestation de trois criminels en Macédoine. Tous ont été condamnés. C'était en 2000.

En 2003, nous avons dépassé le cadre d'un simple échange d'informations pour organiser des descentes de police dans les bars et les hôtels. En outre, nous avons facilité la comparution de témoins devant les tribunaux macédoniens. Nous essayons d'éviter la bureaucratie et le labyrinthe de difficultés qui peu-

vent surgir dans le cadre des poursuites judiciaires liées à la traite des personnes.

Il n'est pas bien difficile d'organiser de simples descentes de police. C'est après que la situation se corse. Dans aucun de nos pays, nous n'avons le droit de rete-

## Les Etats-Unis soutiennent la SECI et la lutte contre la traite des personnes

Les Etats-Unis appuient résolument les efforts déployés par la SECI, depuis la création de cette dernière en 2001, en vue de rehausser la coopération régionale dans le domaine de l'application des lois. Ils ont contribué à la prise en charge des frais de démarrage et à la fourniture d'équipements, et ce à hauteur d'environ un million de dollars, alors que l'administration du centre régional SECI dépend entièrement de ses douze Etats membres.

La SECI s'est dotée de quatre groupes de travail qui se spécialisent chacun dans une forme particulière de la criminalité organisée, en l'occurrence la traite des êtres humains, le trafic des stupéfiants, les questions transnationales et les crimes financiers. Des responsables américains de l'application des lois participent à ces groupes de travail, auxquels ils apportent une aide et des conseils techniques.

La SECI se compose des Etats membres suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Grèce, Hongrie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Serbie et Monténégro, Slovénie et Turquie.

nir les témoins à l'écart dans des abris réservés ou des endroits sûrs. Ce serait contraire aux droits de l'homme.

Comment obtenir qu'ils témoignent et qu'ils comparaissent au tribunal ? A l'heure actuelle, nous pouvons citer d'excellents exemples de coopération en matière d'assistance aux témoins et nous nous félicitons de ce que le Centre régional SECI assure la coordination de ces activités.

Permettez-moi d'insister, en particulier en ce qui concerne la Macédoine, sur le fait que nous avons démantelé deux organisations de criminels qui avaient des ramifications internationales.

**Le général Banfi :** Si aucune victime ne comparait au tribunal, aucune condamnation n'est possible. La grande difficulté pour les autorités macédoniennes consiste à persuader les victimes de se présenter au tribunal. Grâce à la coopération de la SECI, nous avons pu découvrir les victimes d'une certaine affaire et les libérer. Nous avons assuré leur protection et leur transport. Elles ont pu ensuite faire une déposition au tribunal. Leur témoignage s'est révélé fondamental, et c'est ce qui a permis au tribunal de prononcer une peine à la hauteur du crime commis.

**Q :** Vous avez identifié près de 300 victimes dans le cadre de l'opération menée en septembre et vous en avez rapatrié 23. Qu'est-il arrivé aux autres victimes ?

**Le général Banfi :** Les victimes identifiées devraient pouvoir rentrer chez elles. Comme je vous le disais, 23 ont été rapatriées et d'autres ont été hébergées dans des endroits sûrs par l'OIM et des ONG. Parfois, il y en a qui déclinent toute assistance supplémentaire de la part de la police ou de ces autres organisations.

**Q :** Pourquoi la coopération multilatérale tient-elle une place aussi fondamentale dans la lutte contre ces problèmes ?

**Le général Banfi :** La traite des êtres humains se caractérise par la nature internationale des organisations de criminels. Regardez la carte. Il y a les pays d'origine, les pays de transit et les pays de destination. S'ils travaillent indépendamment les uns des autres, les organes chargés de l'application des lois ne seront pas en mesure d'identifier la totalité du réseau de criminels.

De toute évidence, les bandes de criminels ont établi des mécanismes de coopération de haute qualité à l'échelle internationale. Elles se partagent le travail à ce niveau. La mondialisation de cette forme de criminalité a été confirmée. Pour être à la hauteur de la situation, il nous faut donc appliquer, nous aussi, une stratégie de mondialisation.

Un autre point à noter, c'est le caractère unique de la traite des êtres humains. Les victimes ont besoin d'une assistance qui dépasse le cadre des enquêtes judiciaires. Ces enquêtes ne représentent qu'un aspect de la situation. La plupart des victimes ont des souffrances affectives, psychologiques, parfois physiques aussi.

Pour lutter efficacement contre cette forme de criminalité organisée, il faut envisager une réponse globale, qui aborde tous ces problèmes, et trouver les moyens d'apporter aux victimes une assistance médicale, un soutien psychologique, une aide financière et une aide en matière d'éducation.

Ce n'est pas comme si quelqu'un venait au commissariat faire une déclaration de vol de voiture. Nos victimes sont dans une situation beaucoup plus difficile, et l'établissement d'une relation de confiance avec les responsables de l'application des lois exige beaucoup d'efforts. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de l'assistance des ONG.

Malheureusement, la plupart des victimes de la traite ont elles aussi commis des crimes. Les proxénètes et les trafiquants leur disent qu'elles sont arrivées de manière illégale, en utilisant un faux passeport. Il arrive aussi qu'elles fassent usage de drogue, et ainsi de suite.

C'est pour cela qu'il faut mettre en place une stratégie très diversifiée.

**Q :** Il a été largement établi que, dans de nombreux pays, les structures juridiques voient dans les victimes de la traite avant tout des criminels et des personnes qui se sont livrées à la prostitution ou qui ont commis des infractions aux lois sur l'immigration, sans tenir compte de l'élément de coercition qui fait que ces victimes ont été amenées à commettre ces délits. En quoi les pays de votre région ont-ils changé leurs lois à la lumière de ces problèmes ?

**Le général Banfi :** Nous sommes conscients du problème. Parmi les Etats membres de la SECI, les lois varient considérablement d'un pays à l'autre. Certains, par exemple, sont membres de l'Union européenne. Leurs lois sont conformes aux normes de cette institution. D'autres pays, qui comptent adhérer prochainement à l'Union européenne, sont dotés d'un dispositif juridique plus développé. D'autres encore commencent tout juste à formuler des lois nationales relatives au crime organisé.

En règle générale, le Centre régional SECI a tissé des liens étroits avec l'initiative du Pacte de stabilité pour lutter contre la criminalité organisée (SPOC). Le secrétariat du SPOC est maintenant installé à Bucarest, et nous avons convenu qu'il prêterait son concours à la SECI parce que nous sommes conscients des décalages qui existent entre les lois. C'est l'obstacle que nous devons surmonter pour régler le problème.

**Q :** Une autre composante essentielle de la lutte contre la traite des êtres humains concerne les efforts qui sont déployés en vue de sensibiliser les organes locaux chargés de l'application des lois au caractère criminel de ce phénomène. Quelle est l'action de la SECI à cet égard ? A votre avis, est-ce qu'elle est porteuse de résultats ?

**M. Jovanovski :** Sur le plan de la criminalité, c'est un phénomène du XXI<sup>e</sup> siècle. Au cours des trois dernières années, ces organes se sont considérablement développés et ils ont d'autant mieux réussi à combattre cette forme de banditisme. Dans tous les pays de l'Europe du Sud-Est, il existe des commissions nationales de lutte contre la traite des êtres humains, chacune ayant son coordinateur national. Tous nos pays ont adopté des lois, ou prévu des dispositions spéciales au code pénal, en vue de réprimer ce phénomène. De même, tous nos pays disposent de divisions spécialisées au sein de leur ministère de l'intérieur.

Pour la première fois, l'administration des douanes œuvre en étroite coopération avec les forces de police de la région pour combattre cette forme de criminalité. Nous avons formé un partenariat avec l'administration des douanes. Nous faisons intervenir nos collègues qui travaillent pour des organisations non gouvernementales et des organisations internationales.

Dans le domaine de l'application des lois, les mentalités ont beaucoup évolué en ce qui concerne la lutte contre la traite des personnes. Nous essayons de mettre au point une stratégie adaptée au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous nous efforçons d'instiller dans nos forces de police une conception plus moderne des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne les droits des victimes de la traite, mais nous voulons aussi revoir notre façon d'envisager le problème ainsi que notre attitude.

Par ailleurs, le Centre régional SECI participe à une démarche engagée par le Programme des Nations unies pour le développement en vue de la création d'un manuel de formation destiné aux agents des forces de l'ordre. Il compte aussi parmi les partenaires de l'ICMPD (International Center for Migration Policy Development), avec lequel il travaille à la rédaction d'un manuel d'enseignement en matière d'application des lois fondamentales.

Dans toutes les académies de police de la région, la traite des êtres humains figure au programme des cours de base et des cours spécialisés. Il est clair que les organes chargés de l'application des lois sont déterminés à changer leur mode de pensée et leurs actions à l'appui de la lutte contre cette forme de criminalité.

Dans toutes nos activités, nous attachons la plus haute importance aux services de répression à l'échelon local parce que ce sont eux qui constituent la ligne de front. Ils sont les premiers à entrer en contact avec les victimes, ce sont eux qui font les descentes de police et ce sont eux qui décident de la direction à imprimer aux affaires.

**Le général Banfi :** J'aimerais faire le bilan de notre coopération au cours des deux premières années d'existence du Centre régional SECI. Premièrement, les lois dans nos pays membres sont élaborées dans une perspective régionale. Deuxièmement, nous avons établi une voie de communication et veillé à ce qu'il y ait du personnel de liaison au sein de chaque Etat membre de la SECI de même qu'à la mission des Nations unies au Kosovo et dans les Etats ayant rang d'observateurs, par exemple l'Ukraine. Si l'on veut que les organes chargés de l'application des lois coopèrent entre eux d'un pays à l'autre, la moindre des choses, c'est qu'ils sachent tous qui ils doivent contacter. Nous avons des partenaires dans douze

pays. Troisièmement, nous avons obtenu des résultats concrets, comme le montrent les condamnations prononcées par les tribunaux des divers pays. Nous avons élargi le réseau de coopération auquel participent les ONG, les organisations internationales et d'autres institutions.

Nous avons organisé plusieurs stages de formation en étroite coopération avec l'ICMPD et le groupe de travail du Pacte de stabilité sur la traite des êtres humains. Nous avons élaboré un projet de formation complète qui est prêt à être appliqué dans certains États membres de la SECI. L'intérêt de ce projet, c'est qu'il fait suivre une formation commune au personnel chargé de l'application des lois et aux représentants d'ONG, ce qui donne aux uns et aux autres l'occasion de se connaître et d'apprendre à travailler ensemble. C'est très important.

De son côté, sous l'impulsion de la Roumanie, le Programme des Nations unies pour le développement a rédigé un manuel sur les pratiques optimales des forces de l'ordre dans la lutte contre la traite des êtres humains.

Nos faiblesses? Malheureusement, c'est que nos États membres n'ont pas les ressources financières nécessaires pour appuyer sur le terrain des enquêtes coordonnées. C'est pour cela que nous recherchons des ressources financières extérieures, dans l'intention de les répartir entre nos divers organismes nationaux.

Nous bénéficions du concours financier du département d'Etat des États-Unis, mais aussi de l'assistance technique de plusieurs agences, dont le FBI, l'Office fédéral de répression du trafic des stupéfiants et le service de l'immigration.

Une autre de nos faiblesses, c'est que nous devons faire plus encore pour exhorter nos États membres à promulguer des lois relatives à la protection des témoins et des victimes ainsi que dans des domaines supplémentaires.

**Q:** Selon de nombreuses études, la traite des êtres humains est la forme de criminalité qui progresse le plus rapidement sur la scène internationale depuis quelques années. Etes-vous bien partis pour ralentir ce phénomène, voire inverser la tendance?

**Le général Banfi:** La coopération des organes chargés de l'application des lois est l'un des outils à la disposition de nos gouvernements. Mais c'est dans le développement des économies et des systèmes d'enseignement des divers pays que réside la clé du problème. Il faut s'attaquer à toutes les causes sociales qui en sont à l'origine. L'application des lois, à elle seule, ne viendra pas à bout de ces problèmes. Il faut que la paix règne dans l'Europe du Sud-Est, dans le reste de l'Europe aussi et dans le monde entier. Nous avons besoin de l'assistance des pays développés en vue d'apporter des améliorations dans tous les domaines dont nous avons parlé. Si ce soutien nous est apporté, je suis certain que nous atteindrons notre objectif final.

**M. Jovanovski:** Nous sommes très fiers de ce que nous faisons. Je suis convaincu que nous pouvons faire mieux encore dans de nombreux domaines. Nous avons besoin du soutien des médias, de nos États membres et des pays développés. Mais à mon avis, nous sommes sur la bonne voie.

---

*Charlene Porter, à Washington, s'est entretenue par téléphone avec le général Banfi et M. Jovanovski, qui étaient au siège de la SECI à Bucarest, en Roumanie.*

*Les opinions exprimées dans le présent article sont celles des personnes interviewées et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des États-Unis.*

# La prévention de la traite des femmes en Moldavie

Jana Costachi  
Directrice

Center for the Prevention of Trafficking in Women

Une organisation non  
gouvernementale  
s'emploie à prévenir la  
traite des femmes et à  
protéger les victimes  
potentielles dans un pays  
qui est devenu l'une  
des plus grandes  
sources d'alimentation des  
réseaux de la prostitution  
en Europe.

La Moldavie est aujourd'hui l'un des premiers exportateurs d'êtres humains à destination de l'Europe de l'Ouest. Ce phénomène, marqué par une vague montante d'émigration illégale résultant de la crise économique du pays, a commencé à se développer en Moldavie en 1994-1995. Comme dans les autres pays de l'ancien bloc communiste, la chute de l'Union soviétique s'est traduite par une montée de l'inflation, une chute de la production, un accroissement du chômage et une réduction des dépenses sociales.

Toutes ces tendances conjuguées ont eu un effet désastreux sur les migrations en Moldavie. L'émigration illégale, parfois considérée comme la seule solution au problème de la pauvreté, est devenue un phénomène courant et toléré. Selon un rapport sur l'année 2000 du Programme des Nations unies pour le développement, de 600 000 à un million de ressortissants moldaves ont quitté leur pays de manière temporaire ou permanente. Nombre d'entre eux se retrouvant en situation irrégulière à l'étranger, ils deviennent facilement les victimes de divers réseaux criminels, et notamment des trafiquants d'êtres humains.

Nous ne connaissons pas le nombre exact de femmes qui ont quitté le pays en quête de moyens d'existence pour elles-mêmes ou leur famille. Ce que nous savons, c'est que les femmes représentent 70 % des émigrants moldaves et que leur âge se situe généralement entre 18 et 45 ans. Nombre d'entre elles travaillent aux Pays-Bas, en Allemagne, en Espagne, en Italie, en Turquie, en Grèce et au Portugal. D'autres sont parties pour le Moyen-Orient ou l'Asie, mais aucune source officielle ni officieuse ne peut fournir de chiffre précis sur le nombre de nos ressortissantes qui échouent dans les maisons de prostitution et les casinos d'Istanbul, d'Athènes ou du Kosovo.

Inauguré en février 2001 dans notre capitale, Chisinau, le Center for Prevention of Trafficking in Women (CPTW, Centre de prévention de la traite des femmes) vise à faire face à ce problème d'une ampleur croissante. Le CPTW est un projet administré par l'Association des avocates, organisation non gouvernementale locale, et mis en œuvre sous l'égide du bureau du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour la Moldavie. Les principaux bailleurs de fonds sont le département d'Etat des Etats-Unis par l'entremise de l'ambassade des Etats-Unis en Moldavie, et la World Childhood Foundation, une organisation suédoise. Ils financent un budget annuel de 123 000 dollars, ce qui nous permet d'employer un personnel de neuf personnes.

En 2002, le CPTW a établi ses premiers bureaux locaux dans les districts d'Ungheni et de Balti, régions frontalières où le risque de trafic des êtres humains est élevé.

Notre but est simple : nous voulons éviter aux femmes et aux jeunes filles de Moldavie de se retrouver dans les maisons de prostitution du monde. Nous nous y employons par des efforts d'éducation et de prévention, et par des poursuites judiciaires.

Nous nous attachons à mettre sur pied une infrastructure efficace aux fins de prévention et de poursuites judiciaires des responsables du trafic des êtres humains. Nous espérons par là renforcer les capacités de l'appareil judiciaire afin de réduire ce trafic.

Au CPTW, nous informons les groupes d'adolescentes vulnérables des risques et des méthodes des trafiquants. Nous espérons, ce faisant, approfondir chez les mineures la connaissance des dispositions de la loi et de leurs droits de manière à ce qu'elles soient mieux armées pour se protéger.

Nos activités d'information et d'éducation ne ciblent pas exclusivement les jeunes. Nous fournissons une assistance gratuite à toute personne qui a besoin d'informations sur la traite des êtres humains. Nous nous efforçons de renforcer les connaissances juridiques et d'améliorer les pratiques au sein des organismes responsable du maintien de l'ordre en matière d'application des dispositions et des normes nationales et internationales de répression de la traite.

## L'ambassade des Etats-Unis soutient la lutte contre la traite des femmes en Moldavie

Le Center for Prevention of Trafficking in Women (CPTW, Centre de prévention de la traite des femmes) est à l'avant-garde de la lutte menée contre ce trafic en Moldavie depuis février 2001. Le Centre a aidé des centaines de victimes et victimes potentielles.

Par l'entremise de l'ambassade des Etats-Unis à Chisinau, le département d'Etat a commencé à financer le CPTW en février 2001 en lui octroyant un don de 60 000 dollars. Au cours de sa première année, le CPTW a concentré son action sur la prévention au moyen d'une campagne intensive menée dans les médias (radio, télévision, affiches et presse écrite).

En mars 2002, le département d'Etat a alloué une seconde subvention de 76 000 dollars pour apporter une assistance directe aux victimes de la traite.

Pour la troisième année d'activité du CPTW, à savoir d'avril 2003 à avril 2004, le département d'Etat lui a réservé 100 000 dollars.

Ambassade des Etats-Unis, Chisinau

Le CPTW s'associe également aux forces de l'ordre pour élaborer des programmes de prévention et de répression de la traite des personnes. Les associations interviennent également pour contribuer à faciliter l'accès des victimes à la justice et pour concevoir d'autres activités de lutte contre le trafic.

Le CPTW prépare le terrain en vue de la mise sur pied d'une vaste riposte face à la traite des êtres humains en établissant une base de données des organismes multilatéraux et de leurs activités de prévention dans ce domaine. Les initiatives recensées dans cette base de données vont des divers programmes mis en place par les organisations gouvernementales, intergouvernementales (OIG) et non gouvernementales (ONG) à une liste des matériels disponibles, de promotions, de manifestations et de partenaires du CPTW. Ces données sont aisément accessibles sur le site Internet du centre à [www.anti-traffic.md](http://www.anti-traffic.md) où toute personne s'intéressant aux mécanismes de prévention de la traite des femmes ou souhaitant contribuer à la lutte contre ce fléau peut trouver des informations d'actualité, du matériel et les coordonnées des partenaires du CPTW. Les pouvoirs publics locaux et nationaux, la communauté internationale, le mouvement associatif, le grand public et les victimes potentielles bénéficient tous de la disponibilité d'un mécanisme de diffusion de l'information centralisé et gratuit.

Au moyen de diverses campagnes médiatiques touchant toute la Moldavie, le CPTW attire l'attention sur le problème de la traite des êtres humains et souligne la nécessité d'une prévention et d'une répression efficaces. Notre célèbre émission de radio hebdomadaire, nos programmes télévisés, nos articles publiés dans la presse écrite, nos annonces et nos panneaux d'affichage attirent l'attention sur les multiples dangers de cette traite. Diffusée largement et gratuitement, cette information contribue à sensibiliser la population aux risques que représente la traite des personnes pour tous les membres de la société. Nos efforts d'information ciblent l'ensemble de la société moldave car le problème de la traite des êtres humains touche un large segment de notre population.

Nous voulons éviter  
aux femmes et aux  
jeunes filles de  
Moldavie de se  
retrouver dans les  
maisons de  
prostitution du monde.

Jana Costachi

Nous visons également de manière plus spécifique les victimes potentielles au moyen de campagnes d'information provocatrices et différenciées. Au cours de ses deux années d'activité, le CPTW a saturé le pays au moyen de plus de 230 émissions de radio, neuf documentaires télévisés (produits et diffusés sur 15 chaînes nationales et locales), 100 articles parus dans la presse, de multiples panneaux d'affichage et des

éditoriaux dans tous les médias moldaves.

Les adolescentes sont les plus vulnérables et les plus susceptibles de succomber aux promesses trompeuses d'emploi à l'étranger que leur font miroiter les trafiquants. Le CPTW les cible donc au moyen de campagnes de sensibilisation mises en œuvre principalement dans les établissements d'enseignement en milieu rural. Il a formé une centaine de jeunes bénévoles de toutes les régions de la Moldavie qui contribuent à la mise en œuvre de ces programmes. Sous la supervision de responsables des projets, les bénévoles organisent des séminaires portant sur la prévention de la traite des êtres humains. Notre but n'est pas seulement de faire prendre conscience des dangers de la traite, mais également d'aider les jeunes à comprendre les lois et à leur permettre de se protéger des violations de leurs droits.

Le CPTW s'emploie aussi à repérer les cas de mauvais traitement et de violation des droits des enfants afin de leur fournir des services d'assistance sociale et juridique, notamment lorsqu'il s'agit d'enfants des milieux défavorisés qui constituent des proies de choix pour les trafiquants. Le CPTW a éduqué plus de 7 000 adolescents dans le cadre de 400 séminaires organisés dans toutes les régions de la Moldavie; le fait de confier cette éducation à de jeunes adultes s'est révélé particulièrement efficace. En soulignant dans ses programmes non seulement les dangers physiques et psychologiques de la traite des êtres humains, mais aussi les aspects juridiques et sociaux du phénomène, le CPTW informe les populations les plus vulnérables de toute la gamme des dangers auxquels elles sont exposées.

Les bénévoles participent également à la diffusion de matériel d'information. Plus de 100 000 exemplaires de brochures et dépliants éducatifs, bulletins d'information et magazines produits par le CPTW ont été diffusés dans les établissements scolaires, dans les centres de transport et dans les lieux publics, et distribués à des partenaires clés.

Le CPTW a mis en place des services téléphoniques à Chisinau, Ungheni et Balti, afin d'informer les personnes intéressées sur l'obtention d'emplois et l'émigration légale, ainsi que sur l'assistance sociale et juridique gratuite fournie par le CPTW. Ces lignes téléphoniques constituent des liens directs avec les personnes préoccupées par la traite des êtres humains. Elles permettent d'aider les victimes potentielles à tous les stades de leur décision d'émigrer ou après leur retour au pays. Elles sont aussi parfois un lien vital pour les personnes disposant d'informations sur des activités illicites. Enfin, elles peuvent aider les familles et les amis à retrouver la trace de personnes qui leur sont chères et qui ont disparu.

Depuis février 2001, les téléphonistes du service d'assistance du CPTW ont aidé plus de 3 000 personnes. L'analyse de ces cas nous a appris que si les victimes de la traite des personnes viennent de toutes les catégories socioprofessionnelles, les familles défavorisées vivant au-dessous du seuil de pauvreté sont les plus vulnérables. Il s'agit souvent de jeunes filles qui ont été victimes de mauvais traitements chez elles, qui ont été exposées à des stress et à des traumatismes psychologiques, et dont certaines ont été abandonnées par leurs parents ou par la société. L'absence de services sociaux spécialisés pour ces catégories de jeunes filles les pousse souvent à quitter le pays.

Dans le cadre de sa mission de prévention de la traite des femmes et de poursuite des trafiquants, le CPTW coopère avec tous les secteurs de la communauté nationale et internationale pour élaborer des programmes de formation à l'application des lois fondés sur les informations et les techniques les plus récentes. Il fournit régulièrement des modules de formation spécialisée à l'intention des forces de police, des gardes-frontières, des magistrats du parquet, des juges et d'autres responsables publics. Le CPTW a sensibilisé quelque 250 fonctionnaires aux programmes et services disponibles et aux procédures applicables dans la lutte contre la traite des personnes. En formant et en éduquant les forces de l'ordre, le person-

nel judiciaire et les divers intervenants, il attire l'attention sur la prévention et la répression de ce fléau. La présence d'organisations ainsi formées et informées contribue à inspirer un sentiment de sécurité dans toute la société.

Par ailleurs, le CPTW s'occupe des victimes de retour au pays ou rapatriées afin de les aider à régulariser leur situation et collabore avec les magistrats du parquet chargés de leur cas. Il fournit ainsi aux victimes une assistance gratuite pour les orienter dans l'accomplissement des procédures souvent complexes de la demande et de l'obtention de nouveaux documents et pièces d'identité. Au total, ce sont quelque 140 victimes de la traite des femmes que le CPTW a ainsi aidées.

En avril 2003, le CPTW a commencé à assurer la représentation juridique des victimes de la traite, y inclus les mineures, dans les procès civils et criminels les concernant. Des avocats spécialisés représentent les victimes lors des procédures civiles – divorce, pertes de biens, rétablissement des droits maternels – et défendent leurs intérêts dans divers domaines devant les tribunaux. Dans les affaires criminelles, le CPTW défend les droits des victimes et des parties lésées, y compris des mineures (avec les assistants sociaux chargés de leur cas) tout au long de la procédure.

Fort de l'expérience acquise au cours de la représentation des victimes, les avocats et avocates du CPTW apportent leur concours à l'élaboration et à l'élargissement des normes nationales de protection des parties lésées, des victimes et des témoins au cours des procès criminels. Dans le cadre de ces efforts, nous militerons en faveur de l'adoption de normes nationales pour la protection des victimes et des témoins lors des procédures judiciaires et de l'établissement de foyers d'hébergement temporaires pour les parties vulnérables jusqu'au prononcé du verdict ou à l'aboutissement de la procédure.

Pour assurer le succès du projet et l'efficacité de ses activités, le CPTW doit entretenir de bonnes relations avec tous les acteurs intervenant dans la lutte contre la traite des êtres humains. Il a conclu des mémorandums d'accord avec les institutions les plus actives dans ce domaine, tels que le Service national des migrations, le Département de l'assistance sociale du ministère du Travail et de la Protection sociale, la

Division de la lutte contre le crime organisé du ministère de l'Intérieur, le Département de la jeunesse et des sports du ministère de l'Éducation, le Département des technologies de l'information, le Service de la police des frontières, le Conseil du district d'Unggheni et l'Organisation internationale pour les migrations. En outre, le CPTW a établi une collaboration féconde avec des représentants des forces de l'ordre, des ONG actives sur le terrain et des sociétés de médias locales et nationales.

Le CPTW a acquis une expérience considérable en matière de mise en œuvre de mesures de prévention de la traite des femmes et des enfants. Les résultats inscrits à son actif au cours des deux premières années de son existence démontrent que cette entité indépendante possède la capacité de gérer et d'exécuter des activités de prévention, de réinsertion des victimes et de poursuites judiciaires contre les trafiquants. En renforçant et en amplifiant ses travaux actuels dans les trois domaines de la prévention, des poursuites judiciaires et de la réinsertion sociale, le CPTW contribuera encore davantage à doter les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants des connaissances dont ils ont besoin pour échapper aux trafiquants et vivre à l'abri de leurs agissements.

---

*Les opinions exprimées dans le présent article sont celles de son auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues ni les politiques du gouvernement des États-Unis.*

## SOURCES D'INFORMATION

### Les pays en développement prennent position contre la traite des personnes

L'article suivant est extrait du troisième « Rapport annuel sur la traite des personnes » établi par le département d'Etat américain pour rendre compte des efforts déployés à travers le monde par les gouvernements pour lutter contre les cas graves de traite des êtres humains. Le chapitre qui suit décrit les mesures précises et souvent peu coûteuses que prennent de nombreux pays en développement pour lutter contre ce trafic.

#### **Un engagement international : partager les meilleures méthodes**

Un certain nombre de mesures contre la traite des personnes ont été mises en lumière lors de la préparation du rapport précité et dans les contacts qui ont eu lieu, tout au long de l'année, entre le Bureau du département d'Etat spécialisé dans la lutte contre ce trafic, les gouvernements étrangers et les organisations internationales et non gouvernementales. Un grand nombre de ces efforts sont particulièrement remarquables du fait qu'ils font apparaître des mesures peu ou pas coûteuses applicables de façon durable. De nombreux pays en voie de développement ont des pourcentages élevés d'enfants qui travaillent et ils se heurtent au problème du travail forcé et de l'exploitation du commerce sexuel. Plusieurs d'entre eux ont établi des comités locaux de vigilance ou de surveillance dans le but d'aider les autorités à sauver les enfants, à appréhender les trafiquants et à empêcher ces derniers de se livrer à leurs activités. Certains gouvernements à court d'argent préviennent les habitants des zones concernées des dangers que représente ce trafic au moyen de réunions avec des chefs locaux et des responsables religieux, ethniques ou communautaires ; ils établissent dans les écoles des clubs sur les droits de l'enfant ; ils mènent des campagnes nationales de sensibilisation du public au moyen de la radio et de la télévision, de dessins

animés, de causeries, de pièces de théâtre et de débats télévisés, et ils concluent des accords régionaux pour lutter contre la traite des personnes. Après avoir entendu les victimes puis obtenu la participation des collectivités locales, beaucoup d'entre eux renforcent maintenant leur partenariat avec les organisations non gouvernementales et internationales, qui sont bien placées pour aider les victimes.

**«La Carton rouge contre le travail des enfants».** Durant la Coupe africaine des nations, des gouvernements africains, l'OIT et la Fédération des associations internationales de football se sont associés à des compagnies aériennes, à des footballeurs africains célèbres, à des personnalités du monde musical et à des stations de radio et de télévision à travers l'Afrique pour lancer une campagne contre le travail des enfants à l'échelle du continent. Les stations de radio et de télévision ont diffusé des chansons et des annonces d'intérêt public pendant tout le mois de la Coupe. Dans le cadre de cette campagne, les compagnies aériennes ont distribué aux supporters qui suivaient ces rencontres des «cartons rouges» indiquant qu'ils soutenaient l'élimination des pires formes de travail des enfants. Cette campagne a été reprise dans d'autres régions du monde et le sera notamment lors de la prochaine Coupe du monde. Plusieurs pays africains, notamment la Côte d'Ivoire et le Ghana, continuent de diffuser ces spots télévisés contre le travail des enfants durant leurs matches de football locaux et nationaux.

**Cibler les transporteurs.** Par des réunions, des briefings et des panneaux publicitaires, le gouvernement du Bénin met en garde les transporteurs et leurs syndicats, ainsi que les chauffeurs de taxi et de camion, des dangers du trafic des personnes. En outre, des comités locaux de vigilance ont recours à des chefs locaux ainsi qu'à des femmes respectées dans leur collectivité pour aider à légitimer l'importance de l'application des peines prononcées contre les trafiquants.

**Lutter contre le tourisme sexuel.** Le gouvernement du Brésil lutte contre le tourisme sexuel en demandant aux hôtels de prendre des mesures contre la prostitution des enfants dans leurs locaux. Les hôtels qui participent à ce programme ont droit à une étoile supplémentaire dans le classement de leur établissement. Le Brésil distribue aussi des brochures aux touristes afin de les informer des pénalités associées à l'ex-

ploitation des mineurs. Le gouvernement de Gambie demande aux visiteurs de renseigner la police sur les touristes sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants dans le cadre d'un programme spécial de dénonciation. Tout étranger qui fait une demande de permis de séjour est tenu de faire prendre ses empreintes digitales. Cela permet au gouvernement de vérifier ses antécédents criminels éventuels et d'empêcher les trafiquants de se livrer à leurs activités dans le pays. Le projet de loi sur le tourisme soumis à l'Assemblée nationale contient des mesures de protection des enfants contre le tourisme sexuel. Les gouvernements gambien et hollandais ont créé une unité spéciale de la police pour dépister et surveiller les pédophiles hollandais en Gambie.

**Sensibilisation du public.** Le gouvernement du Mozambique s'est associé à des organisations internationales et non gouvernementales dans le cadre de festivals, de débats nationaux de la jeunesse, de bals, de pièces de théâtre et de la conception d'affiches, pour sensibiliser le public au problème de la prostitution des enfants. Les stations de radio et les chaînes de télévision sont saturées de messages contre l'exploitation des enfants. Le gouvernement organise également, à l'intention de la police, des ateliers qui mettent l'accent sur le rôle des forces de l'ordre dans la protection des enfants.

**Mobilisation des masses.** Le gouvernement du Bangladesh et des donateurs internationaux ont mené pendant un mois une campagne de marches à travers le pays pour attirer l'attention sur la traite des personnes et autres crimes perpétrés contre les femmes. Des particuliers et des personnalités officielles ont participé à ces marches qui visaient à apprendre aux collectivités à accueillir et à aider les victimes.

**Mobilisation des enfants.** Le gouvernement tanzanien enseigne aux enfants à veiller les uns sur les autres. Lorsqu'ils voient l'un de leurs camarades se faire maltraiter ou sur le point d'être exploité, ils utilisent un sifflet en bois qu'ils ont appris à fabriquer pour signaler l'enfant en difficulté. Les membres de la collectivité alertés par ce signal de détresse viennent alors au secours de l'enfant en question.

**A l'écoute des enfants exploités.** Le gouvernement de Sierra Leone diffuse une émission radiophonique intitulée «La voix des enfants» réalisée et interprétée par des enfants pour aider les mineurs de ce pays à se

remettre des effets psychologiques de la guerre civile.

**Interdiction de l'utilisation d'enfants comme jockeys de chameau.** Le gouvernement des Emirats arabes unis (EAU) est le premier à interdire l'emploi, comme jockeys de chameau, d'enfants trop jeunes ou d'un poids insuffisant. Des tests d'ADN sont utilisés pour déterminer la parenté des enfants qui arrivent dans les Emirats arabes unis dans le but d'y travailler comme jockeys de chameau, ainsi que la radiographie des os de la main pour établir l'âge des candidats à un tel emploi. Ces méthodes évitent aux autorités de se baser sur des papiers d'identité susceptibles d'être faux.

**Coopération entre pays d'origine et de destination.** La police des Emirats arabes unis et des organisations non gouvernementales ouzbèkes coopèrent au sauvetage et au rapatriement des victimes de la traite des personnes. Les EAU collaborent également avec le gouvernement du Bangladesh pour rapatrier dans de bonnes conditions les enfants utilisés comme jockeys de chameau. Le gouvernement d'Arabie saoudite a ouvert un centre d'information au Sri Lanka, source importante de main-d'œuvre étrangère, pour renseigner les travailleurs sur leurs droits et responsabilités et sur les coutumes en usage en Arabie saoudite. Cette initiative vise à familiariser les travailleurs éventuels – en particulier les femmes – avec le genre de vie qu'ils seront censés mener dans le Royaume et à les aider à éviter des malentendus avec leurs employeurs. Dans les aéroports d'Arabie saoudite, une entrée séparée est réservée aux travailleurs étrangers pour permettre aux autorités de les renseigner sur leurs droits et responsabilités et de leur indiquer des points de contact au cas où ils auraient besoin d'assistance. Le Royaume-Uni a nommé des représentants du ministère public en tant que magistrats de liaison dans les pays d'origine des travailleurs ainsi qu'en Espagne, en Italie et en France.

**Récompenser la police.** Dans l'Etat d'Andhra Pradesh, en Inde, le rapport d'appréciation d'un fonctionnaire de police tient compte des efforts qu'il déploie pour appréhender les trafiquants d'êtres humains et enquêter sur leurs activités.

**Aide aux victimes.** Le gouvernement marocain utilise des assistants sociaux pour faciliter le rapatriement des enfants utilisés comme domestiques. Les diplomates marocains en poste dans les pays de des-

tinuation reçoivent une formation spéciale sur la traite des personnes et se rendent dans les communautés d'expatriés marocains pour y déceler la présence éventuelle de victimes. Dans ses ambassades au Moyen-Orient, le gouvernement sri-lankais a déployé des assistants sociaux chargés de venir en aide aux victimes de la traite des personnes. La République kirghize a des bureaux chargés d'identifier ses ressortissants vulnérables qui travaillent en Russie. La police ukrainienne travaille en étroite collaboration avec un réseau actif d'organisations non gouvernementales pour assister les victimes de la traite des personnes.

**Surveillance des frontières.** Au Népal, d'anciennes victimes travaillent aux principaux postes frontaliers, aux côtés de la police des frontières, pour identifier les trafiquants et leurs victimes. Ces personnes sont à même de détecter les victimes éventuelles et de leur fournir de l'aide. Le gouvernement de Colombie affecte des agents dans les aéroports pour qu'ils repèrent les futures victimes probables de la traite des personnes et s'entretiennent avec elles tandis qu'elles attendent l'heure de leur départ. Dans bien des cas, ils réussissent à mettre les femmes en garde contre les dangers que leur font courir les trafiquants et de nombreuses victimes en puissance renoncent à partir. Le gouvernement roumain facilite la coopération policière transfrontalière et aide à coordonner dans toute la région des opérations policières conjointes contre la traite des personnes.

**Protection des témoins.** Le gouvernement sri-lankais encourage l'enregistrement sur bande vidéo des témoignages fournis par des enfants et autres victimes et les admet comme preuve dans les procès des trafiquants. L'utilisation d'un enregistrement atténue l'effet traumatisant des dépositions.

**Coopération policière entre le gouvernement et les ONG.** Le gouvernement thaïlandais réunit des représentants de l'administration et des ONG dans un groupe de travail intergouvernemental pour mettre au point et appliquer des stratégies globales contre la traite des personnes. Les ONG s'emploient à identifier les victimes, transmettent les informations qu'elles recueillent au gouvernement, qui procède alors à des descentes de police dans les maisons de prostitution et communique les noms et adresses des victimes aux ONG pour que celles-ci leur fournissent un abri et une assistance. A leur tour, les ONG obtien-

nent des victimes des renseignements tels que le nom et l'adresse des trafiquants, qu'elles transmettent aux autorités pour faciliter le travail de la police. Ce processus assure un échange régulier d'informations au niveau tactique. Un groupe spécial de ce genre existe dans l'Etat d'Edo au Nigeria.

**Attirer l'attention sur les clients.** Non contente de fermer les maisons de prostitution qui emploient les victimes de la traite des personnes, la police sud-coréenne menace de publier les noms des propriétaires et clients de ces établissements. Un grand nombre de ces propriétaires sont des personnalités éminentes et cette stratégie s'avère très efficace sur le plan de la dissuasion.

# Traite des personnes ou trafic illicite de migrants

The Protection Project  
Ecole de hautes études internationales de l'université Johns Hopkins

Deux types d'activités criminelles comportent un franchissement illicite de frontières internationales par des êtres humains : la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Ces deux activités présentent des similitudes, mais les accords internationaux et les dispositions législatives nationales opèrent entre elles certaines distinctions. The Protection Project, organisme de recherche qui se consacre à la problématique des diverses formes de trafic concernant les personnes, analyse ces distinctions comme suit.

L'introduction clandestine d'étrangers sur le territoire d'un Etat, dite « trafic illicite de migrants », selon le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer de 2000 additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, est définie comme « le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un Etat Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet Etat » (article 3, a).

Contrairement à la traite des personnes, qui peut se situer au niveau international ainsi qu'au niveau national ou intérieur, le trafic illicite des migrants se situe toujours au niveau transnational et comporte le passage d'une frontière nationale. Comme l'indique la définition du Protocole, il comporte « l'entrée illégale » dans un pays d'une personne qui n'a pas été autorisée en bonne et due forme à y pénétrer. Dans ce contexte, l'expression entrée illégale désigne « le franchissement de frontières alors que les conditions nécessaires à l'entrée légale dans l'Etat d'accueil ne sont pas satisfaites » (article 3, b).

C'est ainsi qu'en Bosnie, par exemple, la police a appréhendé 37 criminels d'Iran et de Turquie accusés d'avoir introduit en fraude 900 immigrants clandestins dans divers pays de l'Union européenne. Aux Etats-Unis, les autorités fédérales ont découvert en août 2002 l'existence d'un immense réseau de trafic qui introduisait à Los Angeles des centaines d'enfants du Guatemala, du Salvador et du Mexique. En 2000, les mêmes autorités fédérales ont repéré un autre réseau introduisant clandestinement des Chinois aux Etats-Unis en passant par divers pays des Caraïbes, notamment la Jamaïque, Haïti et la République dominicaine.

Le Protocole impose aux Etats signataires l'obligation de conférer le caractère d'infraction pénale « lorsque les actes ont été commis intentionnellement et pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou autre avantage matériel : a) Au trafic illicite de migrants ; b) Lorsque les actes ont été commis afin de permettre le trafic illicite de migrants : i) A la fabrication d'un document falsifié de voyage ou d'identité ; ii) Au fait de procurer, de fournir ou de posséder un tel document ; c) Au fait de permettre à une personne, qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'Etat concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit Etat, par les moyens mentionnés à l'alinéa b) du présent paragraphe ou par tous autres moyens illégaux » (article 6).

Ces infractions pénales sont considérées comme des crimes contre l'Etat, alors que la traite des êtres humains est un crime contre les individus. En outre les immigrants, qui consentent, normalement, à être introduits illégalement sur le territoire d'un Etat sont traités en criminels, alors que les personnes faisant l'objet de la traite sont considérées comme des victimes qui ont généralement subi des « menaces de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité (...) » (article 3, a) du Protocole sur la traite des personnes), le consentement de la personne étant, dans ces conditions, soit absent, soit faussé. En tout état de cause, il n'a alors plus rien à voir avec la question.

En conséquence, alors que les Etats sont invités à adopter des mesures de protection des victimes de la traite des personnes, notamment pour leur accorder le statut de résidents, les personnes faisant l'objet du trafic de migrants sont passibles de déportation. En effet, le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, engage les Etats Parties à envisager d'adopter des mesures permettant aux victimes de rester sur leur territoire à titre temporaire ou permanent, mais le Protocole contre le trafic illicite des migrants demande aux Etats Parties de consentir « à faciliter et à accepter, sans retard injustifié ou déraisonnable, le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole et qui est son ressortissant ou a le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment du retour » (article 18, 1).

Toutefois, les personnes introduites illégalement sur le territoire du pays concerné doivent être traitées avec dignité jusqu'à leur déportation. Le Protocole demande aux Etats Parties de sauvegarder et de protéger les droits des migrants clandestins, et notamment « le droit à la vie et le droit de ne pas être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » (article 16, 1). Les migrants doivent également se voir accorder « une protection adéquate contre toute violence pouvant leur être infligée, aussi bien par des personnes que par des groupes, du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole » (article 16, 2), ainsi qu'une assistance appropriée lorsque leur vie ou leur sécurité sont mises en danger (article 16, 3). Lorsque les migrants sont détenus, le Protocole exige de chaque Etat Partie qu'il « respecte les obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, dans les cas applicables, y compris l'obligation d'informer sans retard la personne concernée des dispositions relatives à la notification aux fonctionnaires consulaires et à la communication avec ces derniers (article 16, 5).

*The Protection Project est un institut de recherche juridique spécialisé dans le domaine des droits de l'homme, établi à l'Ecole d'études internationales supérieures de l'université Johns Hopkins à Washington. Il recueille et diffuse des documents et des informations sur le problème de la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, en concentrant ses travaux sur les lois et la jurisprudence nationales et internationales et sur les implications de ce trafic pour la politique étrangère des Etats-Unis et d'autres pays.*

Copyright © The Protection Project 2002

# Bibliographie (en anglais)

## Livres et documents

**Arnold, Julianna and Cornelia Doni**

*USAID/MOLDOVA ANTITRAFFICKING ASSESSMENT – CRITICAL GAPS IN AND RECOMMENDATIONS FOR ANTITRAFFICKING ACTIVITIES*  
Development Alternatives, Inc., 2002, 58 p.  
<http://www.widtech.org/Publications/USAID%20Moldova%20Anti-Trafficking%20Assessment.pdf>

**Bales, Kevin**

*DISPOSABLE PEOPLE: NEW SLAVERY IN THE GLOBAL ECONOMY*  
University of California Press, 1999, 298 p.

**Brown, T. Louise**

*SEX SLAVES: THE TRAFFICKING OF WOMEN IN ASIA*  
Virago Press, Ltd., 2000, 276 p.

**DePaul University College of Law**

*IN MODERN BONDAGE: SEX TRAFFICKING IN THE AMERICAS: CENTRAL AMERICA AND THE CARIBBEAN*  
International Human Rights Law Institute, 2002, 207 p.  
[http://www.law.depaul.edu/opportunities/institutes\\_centers/ihrli/full\\_document.pdf](http://www.law.depaul.edu/opportunities/institutes_centers/ihrli/full_document.pdf)

**Foo, Lora Jo**

*THE TRAFFICKING OF ASIAN WOMEN*  
*In: Asian American Women: Issues, Concerns, and Responsive Human and Civil Rights Advocacy*  
Ford Foundation, 2002, 195 p.  
[http://www.aapip.org/pdfs/aaw\\_04\\_chapter2.pdf](http://www.aapip.org/pdfs/aaw_04_chapter2.pdf)

**Haan, Hans Christiaan**

*NON-FORMAL EDUCATION AND RURAL SKILLS TRAINING: TOOLS TO COMBAT THE WORST FORMS OF CHILD LABOUR INCLUDING TRAFFICKING*  
International Labor Organization, 2002, 142 p.

**Human Rights Watch**

*BOSNIA AND HERZEGOVINA: HOPES BETRAYED: TRAFFICKING OF WOMEN AND GIRLS TO POST-CONFLICT BOSNIA AND HERZEGOVINA FOR FORCED PROSTITUTION*  
Human Rights Watch, 2002, 73 p.  
<http://www.hrw.org/reports/2002/bosnia/>

**Kasper, Janel C.**

*CROSS-NATIONAL VARIATION IN SEX TRAFFICKING LEGAL ACTIVITY: PROHIBITIVE LEGISLATION, REGULATIONS, AND BUREAUCRATIC ACTIONS*  
Dissertation: Thesis (M.A.), University of Wyoming, 2002, 149 p.

**Kelly, Elizabeth**

*JOURNEYS OF JEOPARDY: A REVIEW OF RESEARCH ON TRAFFICKING IN WOMEN AND CHILDREN IN EUROPE*  
International Organization for Migration, 2002, 69 p.  
<http://www.iom.int/documents/publication/en/mrs%5F11%5F2002.pdf>

**Kyle, David and Rey Koslowski, editors**

*GLOBAL HUMAN SMUGGLING: COMPARATIVE PERSPECTIVES*  
Johns Hopkins University Press, 2001, 374 p.

**Limanowska, Barbara, and others**

*TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS IN SOUTHEASTERN EUROPE: CURRENT SITUATION AND RESPONSES TO TRAFFICKING IN ALBANIA, BOSNIA AND HERZEGOVINA, BULGARIA, CROATIA, THE FEDERAL REPUBLIC OF YUGOSLAVIA, THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA, MOLDOVA, ROMANIA*  
UNICEF, June 2002, 254 p.  
<http://www.unhcr.ch/women/trafficking.pdf>

**Masika, Rachel, editor**

*GENDER, TRAFFICKING AND SLAVERY*  
Oxfam, 2002, 96 p.

**McKinley, Brunson, and others**

*SPECIAL ISSUE FOR THE EUROPEAN CONFERENCE ON PREVENTING AND FIGHTING TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS*  
Trafficking in Migrants Quarterly Bulletin, September 2002, No. 26, 8 p.  
[http://www.belgium.iom.int/STOPConference/news/TB26\\_E\\_MAC.pdf](http://www.belgium.iom.int/STOPConference/news/TB26_E_MAC.pdf)

**Miko, Francis T. and Grace (Jea-Hyun) Park**

*TRAFFICKING IN WOMEN AND CHILDREN: THE U.S. AND INTERNATIONAL RESPONSE*  
U.S. Library of Congress, Congressional Research Service, Updated March 6, 2003, 25 p.  
<http://www.usembassy.it/pdf/other/RL30545.pdf>

**Protection Project**

*HUMAN RIGHTS REPORT ON TRAFFICKING IN PERSONS, ESPECIALLY WOMEN AND CHILDREN: A COUNTRY-BY-COUNTRY REPORT ON A CONTEMPORARY FORM OF SLAVERY*  
Johns Hopkins University, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, 2002, 618 p.

**Raymond, Janice G. and others**

*A COMPARATIVE STUDY OF WOMEN TRAFFICKED IN THE MIGRATION PROCESS: PATTERNS, PROFILES AND HEALTH CONSEQUENCES OF SEXUAL EXPLOITATION IN FIVE COUNTRIES (INDONESIA, THE PHILIPPINES, THAILAND, VENEZUELA AND THE UNITED STATES)*  
Coalition Against Trafficking in Women, 2002, 245 p.  
<http://action.web.ca/home/catw/attach/CATW%20Comparative%20Study%202002.pdf>

**Raymond, Janice G. and Donna M. Hughes**  
*SEX TRAFFICKING OF WOMEN IN THE UNITED STATES: INTERNATIONAL AND DOMESTIC TRENDS*

Coalition Against Trafficking in Women, 2001, 141 p.  
[http://action.web.ca/home/catw/attach/sex\\_traff\\_us.pdf](http://action.web.ca/home/catw/attach/sex_traff_us.pdf)

**Richard, Amy O' Neill**

*INTERNATIONAL TRAFFICKING IN WOMEN TO THE UNITED STATES: A CONTEMPORARY MANIFESTATION OF SLAVERY AND ORGANIZED CRIME*  
U.S. Central Intelligence Agency, Center for the Study of Intelligence, 2000, 70 p.  
<http://www.odci.gov/csi/monograph/women/trafficking.pdf>

**U.N. Children's Fund**

*PROFITING FROM ABUSE: AN INVESTIGATION INTO THE SEXUAL EXPLOITATION OF OUR CHILDREN*  
UNICEF, 2001, 39 p.  
<http://www.unicef.org/pubsgen/profitting/profitting.pdf>

**U.S. Agency for International Development**

*TRAFFICKING IN PERSONS: THE USAID STRATEGY FOR RESPONSE*  
U.S. Agency for International Development, 2003, 12 p.  
<http://www.usaid.gov/wid/pubs/pd-abx-358-final.pdf>

**U.S. Department of Justice, Civil Rights Division**

*TRAFFICKING IN PERSONS: A GUIDE FOR NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS*  
U.S. Department of Justice, 2002  
<http://www.usdoj.gov/crt/crim/wetf/trafficrochure.html>

**U.S. Department of Justice, Office of Justice**

**Programs, Violence Against Women Grants Office**  
*INFORMATION FOR VICTIMS OF TRAFFICKING IN PERSONS AND FORCED LABOR*  
U.S. Department of Justice, 2002, 4 p.  
<http://www.ojp.usdoj.gov/vawo/docs/victims.pdf>

**U.S. Department of State, Office to Monitor and Combat Trafficking in Persons**

*VICTIMS OF TRAFFICKING AND VIOLENCE PROTECTION ACT OF 2000: TRAFFICKING IN PERSONS REPORT*  
U.S. Department of State, 2003, 175 p.  
<http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2003/>

## Articles

**Bales, Kevin**

*THE SOCIAL PSYCHOLOGY OF MODERN SLAVERY*  
Scientific American, Vol. 286, No. 4, April 2002, pp. 80-88

**Fisher, Helen**

*THE SEX SLAVE TRADE: BIOLOGICAL IMPERATIVES, CULTURAL TRENDS, AND THE COMING EMPOWERMENT OF WOMEN*  
Hastings Women's Law Journal, Vol. 13, Winter 2002, pp. 21-29

**Gallagher, Anne**

*HUMAN RIGHTS AND THE NEW U.N. PROTOCOLS ON TRAFFICKING AND MIGRANT SMUGGLING: A PRELIMINARY ANALYSIS*  
Human Rights Quarterly, Vol. 23, No. 4, November 2001, pp. 975-1004

**Hughes, Donna M.**

*ACCOMMODATION OR ABOLITION? SOLUTIONS TO THE PROBLEM OF SEXUAL TRAFFICKING AND SLAVERY*  
National Review Online, May 1, 2003

**Joshi, Aiko**

*THE FACE OF HUMAN TRAFFICKING*  
Hastings Women's Law Journal, Vol. 13, Winter 2002, pp. 31-52

**Junger, Sebastian**

*SLAVES OF THE BROTHEL*  
Vanity Fair, No. 505, July 2002, pp. 112-117, 162-166

**Leuchtag, Alice**

*HUMAN RIGHTS, SEX TRAFFICKING AND PROSTITUTION*  
The Humanist, Vol. 63, No. 1, January/February 2003, pp. 10-15

**Narayana, A. Venkata**

*BREAK THE CHAINS: TRAFFICKING IN WOMEN AND CHILDREN*  
Span, Vol. 44, No. 3, May/June 2003, pp. 16-19

**Nelson, Kathryn E.**

*SEX TRAFFICKING AND FORCED PROSTITUTION: COMPREHENSIVE NEW LEGAL APPROACHES*  
Houston Journal of International Law, Vol. 24, Spring 2002, pp. 551-578

**Raymond, Janice G.**

*THE NEW U.N. TRAFFICKING PROTOCOL*  
Women's Studies International Forum, Vol. 25, No. 5, September/October 2002, pp. 491-502

**Ryf, Kara C.**

*THE FIRST MODERN ANTI-SLAVERY LAW: THE TRAFFICKING VICTIMS PROTECTION ACT OF 2000*  
Case Western Reserve Journal of International Law, Vol. 34, No. 1, Fall 2002, pp. 45-71

**Sharma, Anita**

*COMBATING HUMAN TRAFFICKING*  
Centerpoint: Woodrow Wilson International Center for Scholars Newsletter, March 2003, pp. 1-2

**Tzvetkova, Marina**

*NGO RESPONSES TO TRAFFICKING IN WOMEN*  
Gender and Development, Vol. 10, No. 1, March 2002, pp. 60-68

# Sites Internet (en anglais)

**Anti-Slavery International**

<http://www.antislavery.org/homepage/antislavery/trafficking.htm>

**Anti-Trafficking Programme**

<http://www.antitrafficking.org/frameset%5Findex.htm>

**Captive Daughters, Inc.**

<http://captive Daughters.org/index.htm>

**Coalition Against Trafficking in Women**

<http://www.catwinternational.org/>

**Coalition to Abolish Slavery and Trafficking (CAST)**

<http://www.castla.org/>

**ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking)**

<http://www.ecpat.net/eng/index.asp>

**Freedom Network (USA) To Empower Trafficked and Enslaved Persons**

<http://www.freedomnetworkusa.org/>

**Georgetown University School of Foreign Service Institute for the Study of International Migration**

<http://www.georgetown.edu/sfs/programs/isim/VitalVoicesHumanTrafficking.htm>

**Global Alliance Against Trafficking in Women**

<http://www.thai.net/gaatw/>

**Human Rights Watch****Campaign Against the Trafficking of Women and Girls**

<http://www.hrw.org/about/projects/traffcamp/intro.html>

**HumanTrafficking.org**

<http://humantrafficking.org/>

**International Human Rights Law Group Initiative Against Trafficking in Persons**

[http://www.hrlawgroup.org/initiatives/trafficking\\_persons/](http://www.hrlawgroup.org/initiatives/trafficking_persons/)

**International Humanitarian Campaign Against the Exploitation of Children**

<http://www.helpsavekids.org>

**International Organization for Adolescents International Youth Trafficking Prevention Initiative**

<http://www.iofa.org/initiatives/initiative2.html>

**International Organization for Migration Counter-Trafficking**

[http://www.iom.int/en/what/counter\\_human\\_trafficking.shtml](http://www.iom.int/en/what/counter_human_trafficking.shtml)

**Interpol Children and Human Trafficking**

<http://www.interpol.int/Public/THB/default.asp>

**Project Hope International**

<http://www.phi-ngo.org/>

**Protection Project**

<http://www.protectionproject.org/main1.htm>

**Shared Hope International**

<http://www.sharedhope.org/>

**Stop-Traffic**

<http://www.stop-traffic.org/>

**La Strada**

<http://www.ecn.cz/lastrada/index.html>

**U.N. Development Fund for Women Trafficking in Women and Children**

<http://www.unifem-eseasia.org/Gendiss/Gendiss2.htm>

**U.N. Office on Drugs and Crime  
Trafficking in Human Beings**

*[http://www.unodc.org/unodc/trafficking\\_ human\\_beings.html](http://www.unodc.org/unodc/trafficking_human_beings.html)*

**U.S. Agency for International Development  
Trafficking in Persons**

*<http://www.usaid.gov/about/trafficking/>*

**U.S. Department of Justice  
Trafficking in Persons and Worker Exploitation  
Task Force**

*<http://www.usdoj.gov/crt/crim/tpwetf.htm>*

**U.S. Department of State  
International Information Programs  
Human Trafficking**

*<http://usinfo.state.gov/topical/global/traffic/>*

**U.S. Department of State  
Office to Monitor and Combat Trafficking in  
Persons**

*<http://www.state.gov/g/tip/>*

**Vital Voices  
Anti-Trafficking and Human Rights**

*<http://www.vitalvoices.org/programs/anti-trafficking/>*

# dossiers mondiaux

---



## La lutte contre la traite des personnes